

GRAND ORIENT DE FRANCE



Science
Citoyen

technique

politique

État

LIVRE BLANC

Après

Les Cahiers thématiques



travail égalité

monde

République

fraternité

économie

École

laïcité

individu

société

liberté

L'école d'Après

Introduction Générale

L'école forme le citoyen. Elle doit donner toutes les chances à chaque enfant. Permet-elle son émancipation, un développement personnel réussi ? Que veut dire réussir sa vie ? Ce sont toutes ces contributions à des questions parfois complexes que ce chapitre permettra d'approfondir. Le Grand Orient de France a toujours été très attentif à l'école de la République. S'il fallait une preuve supplémentaire à cela, elle se trouve dans le nombre des loges qui ont contribué à cette partie du Livre blanc.

Ont participé à l'élaboration de ces propositions, la :

Respectable Loge, Les Amis de la Vertu, Orient de Saint-Tropez, Région 2

Respectable Loge, Démos, Orient de Nice, Région 2

Respectable Loge, L'Etoile bleue, Orient de Toulon, Région 2

Respectable Loge, Coupo Santo, Orient du Cannet des Maures, Région 2

Respectable Loge, Humanisme et Progrès, Orient de Toulon, Région 2

Respectable Loge, Science et Solidarité, Orient de Cannes, Région 2

Respectable Loge, L'Amitié, Orient de Saint-Denis de la Réunion, Région 3

Respectable Loge, Jean de la Fontaine, Orient de Château-Thierry, Région 4

Respectable Loge, La Vraie Lumière, Orient de Nancy, Région 4

Respectable Loge, Émancipation 90, Orient de Saint-Flour, Région 5

Respectable Loge Louise Michel, Orient de Limoges, Région 5

Respectable Loge, Les Démophiles, Orient de Tours, Région 5

Respectable Loge, Art & Lumières, Orient de Lyon, Région 6

Respectable Loge, Les écossais roannais, Orient de Roanne, Région 6

Respectable Loge, Les Compagnons Réunis, Orient de Gonesse, Région 7

Respectable Loge, L'Eau Vive, Orient De Bussy Saint Georges, Marne la Vallée, Région 7

Respectable Loge, Les 2 Terres, Orient de Cabestany, Région 8

Respectable Loge, Marceau, Orient de Chartres, Région 9

Respectable Loge, La Parfaite Égalité Retrouvée, Orient de Morlaix, Région 9

Respectable Loge, Triple Union, Orient de Dinan, Région 9

Respectable Loge, Aménité & Fidélité, Orient du Havre, Région 9

Respectable Loge, Les Amis du Progrès, Orient du Mans, Région 9

Respectable Loge, Le Myosotis de Vorgium, Orient de Treffin-Carhaix, Région 9

Respectable Loge, l'Homme et la Société, Orient de Valenciennes, Région 10

Respectable Loge, Les Amis Fidèles, Orient de Paris, Région 11

Respectable Loge, La Défense Laïque, Orient de Paris, Région 11

Respectable Loge, Clarté, Orient de Paris, Région 11

Respectable Loge, Les Clefs de l'Amitié, Orient de Paris, Région 11

Respectable Loge, Les Compagnons de l'Espérance, Orient de Paris, Région 11

Respectable Loge, Demain, Orient de Paris, Région 11

Respectable Loge, Le Nouveau Siècle des Lumières, Orient de Paris, Région 12

Respectable Loge, Les Frères Unis Inséparables, Orient de Paris, Région 12

Respectable Loge, Intersection, Orient de Paris, Région 12

Respectable Loge, Etoile Polaire, Orient de Paris, Région 12

Respectable Loge, L'Internationale, Orient de Paris, Région 12

Respectable Loge, Thélème, Orient de Paris, Région 14

Respectable Loge, Les Vrais Experts, Orient de Paris, Région 14

Respectable Loge, L'étoile de la Crau, Orient de Miramas, Région 15

Respectable Loge, Deucalion, Orient de Marseille, Région 15

Respectable Loge, Union des Rites, Orient de Marseille, Région 15

Respectable Loge, Réveil Maçonnique, Orient de Libourne, Région 16

Respectable Loge, Les Chevalier de la Fraternité, Orient de Bordeaux, Région 16

Respectable Loge, Concorde et Montesquieu, Orient de Bordeaux, Région 16

Respectable Loge, Les Citoyens Du Monde - Hugo Pratt, Orient de Bordeaux, Région 16

Respectable Loge, Gambetta, Orient de Cahors, Région 17

Éducation et enseignement

Définissons tout d'abord les termes de ce thème ; à cet égard il convient de souligner que nous sommes face à deux notions proches et pourtant distinctes : éducation et enseignement.

L'éducation, c'est développer, produire, apprendre. C'est le développement des facultés intellectuelles morales et physiques d'une personne sur des plans variés : moral, social, religieux technique, scientifique, médical etc.

Il est possible de distinguer quatre grands domaines éducatifs :

Le savoir, qui consiste en l'acquisition des connaissances intellectuelles

Le savoir-faire, qui englobe l'acquisition de compétences pratiques

L'être, qui regroupe la connaissance psychique et biologique d'un individu

Le savoir-être, enfin, qui désigne la capacité de produire des actions et réactions adaptées à la société humaine et à l'environnement

Quant à l'enseignement, c'est précisément la mise en œuvre, par un enseignant, de la transmission des compétences décrites ci-dessus. Enseigner ne s'improvise pas, c'est une activité qui requiert formation et expérience. Il couvre deux champs : la gestion de l'information, la structuration du savoir par l'enseignant d'une part, et leur appropriation par l'élève d'autre part.

On peut donc dire que l'enseignement est une composante de l'Éducation.

Qu'en est-il au niveau sociétal ?

Durkheim définit l'éducation comme visant à "susciter et développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclame de lui et la société politique dans son ensemble et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné".

L'école a donc un rôle de socialisation. Par l'éducation physique (maîtrise du corps), par les apprentissages pratiques (maîtrise des techniques) et intellectuels (maîtrise des connaissances), elle contribue à réaliser la socialisation des enfants et à permettre l'apprentissage de la citoyenneté, de même qu'elle participe activement au développement de l'économie, par la formation générale comme par la formation professionnelle et par la transmission des connaissances scientifiques et des techniques.

Cela étant, un constat s'impose : l'école de la République se transforme moins rapidement que la société dans laquelle elle évolue. Le système éducatif au sens large est donc à réinventer en permanence, qu'il s'agisse d'éducation scolaire, périscolaire ou post-scolaire, de l'enfant comme de l'adulte. C'est une condition indispensable si l'on veut maintenir une adéquation entre la société et les citoyens.

Tout d'abord, le rôle des parents demeure fondamental. En l'espèce, on constate un écart croissant entre les milieux favorisés et les autres.

Évidemment, les enseignants sont très importants. Ils ont été, pour la grande majorité d'entre eux, exemplaires. Ils se sont montrés force de propositions et ont su concrétiser un engagement solide auprès de leurs élèves. C'est d'autant plus remarquable que les enseignants ne jouissent plus aujourd'hui d'un statut valorisé, qu'ils doivent faire face à des situations de plus en plus variées et complexes et qu'ils ne bénéficient pas toujours du soutien véritable de leur hiérarchie. Cette relative déconsidération se traduit notamment dans les salaires : le rapport de l'OCDE "Regards sur l'éducation" pour l'année 2019 sur l'éducation montre que les enseignants français, et en particulier ceux du primaire,

touchent des salaires médiocres en comparaison avec leurs homologues des pays développés. Selon ce rapport, le salaire des professeurs français est inférieur de 7% à la moyenne des pays de l'OCDE. À titre d'exemple, après quinze ans de carrière, un enseignant français en école primaire gagne 37700 dollars bruts, soit 34140 euros par an. Son homologue allemand gagne pratiquement le double avec un revenu annuel brut de 74486 dollars, soit 67450 euros. Notons au passage que cette étude de l'OCDE contredit à certain lieu commun en particulier ceux qui concernent le temps de travail des enseignants. En primaire, les instituteurs français travaillent 900 heures par an alors que la moyenne de l'OCDE est de 794 heures. En résumé, les enseignants français travaillent plus que la moyenne et sont payés significativement moins. Ces chiffres illustrent une réalité simple qui constitue aussi une erreur collective stratégique : en France, l'éducation est considérée comme un coût qu'il faut limiter et non comme un investissement qu'il faut encourager et maximiser. La question à laquelle il faut répondre est la suivante : pour relever les défis à venir, mise-t-on sur l'école ou non ? Pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 2017, le candidat Emmanuel Macron avait affirmé sa volonté de réduire les inégalités "à la racine" en faisant porter ses efforts sur l'école primaire. Une de ses promesses consistait notamment à diviser par deux les effectifs en CP et CE1 pour les établissements situés en zone REP (Réseau d'Éducation Prioritaire) et REP+. Force est de constater que cette promesse a été assez largement tenue. Mais force est de constater que cela ne s'est accompagné d'aucune revalorisation salariale. Pourtant, ce ne semble pas être une question de moyens. En euros constant, le budget alloué à l'éducation a en effet régulièrement augmenté entre 1980 et 2015, que ce soit en valeur absolue ou rapporté au nombre d'élèves. En 2021, il reste le premier de l'État : le projet de loi de finances pour l'année 2021 fait état, pour le Ministère de l'Éducation Nationale de la Jeunesse et des sports d'un budget de 55,1 milliards (53,6 milliards seront consacrés à l'éducation, 699 millions à la jeunesse et à la vie associative et 802 millions aux sports) Le système jacobin français montre ici ses limites. Il impose une gestion uniforme sur l'ensemble du territoire alors que celui-ci ne forme pas un tout homogène. La solution passe certainement par un fonctionnement bien plus décentralisé des établissements dans lesquels on laisserait une large autonomie financière et managériale aux chefs d'établissements. Cette autonomie pourrait être négociée avec le rectorat et prendre la forme d'un contrat d'objectifs et de moyens.

Mais le problème n'est pas lié qu'à l'institution. Il est plus large et concerne la société tout entière. C'est l'ascenseur social qui ne fonctionne plus correctement. En France aujourd'hui, seuls 5% des classes populaires ont accès aux grandes écoles contre 20% avant la seconde guerre mondiale. Améliorer la situation passe par la réduction des inégalités, par la mise en œuvre d'une réelle mixité sociale, par la suppression des ghettos. C'est tout le tissu social profond qu'il faut renforcer et remanier. Au niveau de l'éducation, nous l'avons vu, le rôle des enseignants doit être revalorisé. La mise en place de classes à effectifs réduits doit être poursuivie. Mais il y a un problème de ciblage à résoudre : les établissements type REP/REP+ ne regroupent que 30% des élèves en difficulté. 70% de ces mêmes élèves ne bénéficient donc pas d'infrastructures pourtant mises en place spécifiquement pour eux. Les outils numériques peuvent également faire partie des solutions, en classe comme à l'extérieur. Pour autant, croire qu'ils se substitueraient magiquement aux professeurs seraient une grossière erreur. Enfin, l'approfondissement des partenariats avec le monde de l'entreprise peut également être porteur de solutions. Le sujet est évidemment complexe. Mais il est temps de comprendre qu'il est dans l'intérêt de tous de mieux organiser l'école et de l'orienter vers la réussite du plus grand nombre : si nous ne faisons rien, c'est le pacte républicain qui est mis en danger.

Redonner goût à l'École républicaine

Un passé glorieux et après ?

Tout le monde s'accorde sur l'excellence du modèle de l'école républicaine de la Troisième République avec une nostalgie plus ou moins prononcée pour les uns ou pour les autres. Pourquoi nous n'arrivons

pas à reproduire ce modèle de nos jours et surtout pourquoi l'école n'est plus un vecteur d'intégration comme il le fut ?

On pourrait porter la faute sur la démocratisation de masse qui change par nature les enseignements, mais rappelons que cette démocratisation concerne davantage les études supérieures et nous l'accès à l'École qui confère en principe des bases solides pour s'intégrer en société. Le transfert des enseignements dans les cycles dits supérieurs a appauvri les bases culturelles et surtout civiques de nos concitoyens. En effet, on regrette souvent l'éducation civique à l'École, mais en mesure-t-on réellement les conséquences ? A notre humble avis, une des conséquences est que la vocation des enseignants en est touchée. Le sens de l'intérêt général n'arrive plus à combattre le dictat de l'intérêt particulier prôné par la consommation de masse. Nous n'arrivons plus à retrouver des vocations qui naissaient par l'admiration des aînés qui nous transmettaient des savoirs, mais aussi des valeurs. Ces aînés, et souvent nos aînés francs-maçons, donnaient du sens à leur métier et ils l'exerçaient en véhiculant un exemple. Combien de nos enseignants aujourd'hui font ce métier pat dépit, spécialement dans les zones dites sensibles ?

L'École plus qu'un média de connaissances

L'École républicaine n'est pas qu'un réservoir de savoir dont les enseignants seraient les débiteurs. Cette conception de fonctionnaires appliquant strictement et bêtement un programme sans y mettre une once d'âme est tout simplement insupportable. L'École est la forge de la citoyenneté. Si Tocqueville disait que la vie communale est « l'École de la démocratie », l'École est le berceau de la citoyenneté. Il nous faut retrouver les vocations de nos maîtres d'écoles qui formaient la chaîne citoyenne, hier. C'est une condition indispensable pour réenclencher le cercle vertueux de la transmission de valeur.

Il devient primordial de revaloriser la fonction, la mission et la rémunération des enseignants, de favoriser l'accompagnement des élèves dans leur parcours de réussite et de travailler sur les vocations et montrer par l'exemple dans les cycles de formation des enseignants, les retours d'élèves accompagné par des duos mentor-élève qui ont donné des succès.

Pour une École, républicaine, qui éveille et qui rend libre

En préambule, tout ce que nous proposons ci-dessous suppose un engagement fort de l'État, que ce soit dans les moyens financiers, les formations mises en œuvre, la démarche sociale accolée nécessaire.

Nous attendons de l'éducation qu'elle amène tout d'abord de l'instruction : les connaissances nécessaires à l'élaboration d'un raisonnement construit et documenté, la curiosité nécessaire à des connaissances qui s'approfondissent et qui évoluent au cours du temps, la tolérance qui permet d'affiner son jugement à l'aide de l'apport des autres ; nous attendons également qu'elle apporte une part éducative : un apprentissage d'une vie en société contenant le respect et l'entraide, l'épanouissement et la complémentarité des individus.

La pédagogie devrait être basée sur l'éveil, il faudrait ouvrir regrouper au sein de l'école un éventail de possibilités et y intégrer une multitude de chemins différents pour les parcourir. Toutes les matières et toutes les étapes seraient présentes mais l'on pourrait y circuler librement, en commençant par les plus attirantes et en induisant par un accompagnement des enseignants vers les complémentaires nécessaires pour évoluer ses aptitudes premières. L'attention des enseignants à l'individualité de chaque enfant serait la première volonté et elle permettrait d'inventer le meilleur parcours pour chacun sans induire de notion d'échec en cours de parcours. Les aptitudes et attirances seraient détectées rapidement et le jeu d'orientation au sein de ce grand ensemble s'adapterait à chaque enfant. Cela suppose une découpe plus souple en tranches d'âge plutôt qu'en classes, comme on peut le retrouver dans les écoles alternatives Montessori. Cela supposerait également que les matières soient étudiées

en transversalité, un parcours initiatique aux indispensables connaissances qui ne connaîtrait pas la frontière des matières.

Cette école doit être pour tous et doit donc être publique et républicaine. Laisser la possibilité à des écoles privées d'exister c'est déjà créer une ségrégation sociale ou religieuse. Pour endiguer ces chemins de traverse l'école républicaine doit être irréprochable, attractive et novatrice. Elle doit cultiver et proposer les supports à la culture sans cesse, elle doit passer par le jeu ou la narration pour être attirante. Elle doit être un endroit où l'on se sent bien, où on trouve attention et compréhension, où on trouve de l'aide quelques soient les difficultés rencontrées. Elle doit rassembler dans le respect des individualités et, par ses valeurs de tolérance, construire un groupe fort et solidaire.

Il faut que les enseignants soient passionnants et donc passionnés, l'implication de ces derniers doit se situer autant au niveau de l'humanisme que de l'instruction et du savoir partagé. Les projets de l'école doivent regrouper et mettre en valeur toutes les compétences en direction de réalisations collectives. Une formation adéquate doit être donnée à chaque enseignant en amont de sa mise en situation professionnelle qui doit elle aussi être progressive afin que les responsables d'établissement puissent déceler les aptitudes et points forts de chaque membre de son équipe et construire un projet cohérent avec les savoirs disponibles. Les métiers concernés doivent tous être valorisés financièrement pour les rendre plus attractifs et une sélection doit être opérée sur la capacité pédagogique. À l'instar du maître d'école dans les années glorieuses il pourrait être intéressant de placer au maximum les membres des équipes enseignantes dans leur berceau géographique natal afin de renforcer le lien existant avec les familles.

En renouvelant positivement le système éducatif public nous arriverions à former des jeunes adultes libres, instruits, ouverts, tolérants et à même de faire évoluer notre société dans des dimensions plus solidaires, plus tolérantes, plus collaboratives, plus vertueuses, en un mot, un Après plus humaniste.

Que veut dire réussir sa vie ?

Les valeurs morales se perdent face au paraître et à la réussite sociale clinquante : le luxe ne s'est jamais aussi bien porté ! Il est devenu la valeur même de la réussite, et quel que soit les moyens pour y parvenir... Alors, aujourd'hui, il semble bien que réussir sa vie n'est plus d'avoir fait le bien autour de soi, mais plutôt afficher une « belle réussite » (le terme existe !) qui portera l'individu sous les projecteurs, bien mieux que pour ses actions citoyennes.

Alors que nous sommes plus que jamais maîtres de nos destinées, pourquoi cette question est-elle encore un enjeu dans les pays démocratiques et développés ?

C'est peut-être parce que nous avons encore à créer les conditions économiques de la sécurité de tous. C'est rendre la liberté à chacun de s'interroger sur la pleine "réussite" de sa vie, ou plus précisément : les conditions de son bien-être (cf. pyramide de Maslow). Là où la simple fraternité républicaine a échoué, ayons le courage de la solidarité. Repensons nos valeurs, pour que le bien-être ne rime pas qu'avec famille, emploi salarié, et richesse matérielle. Valorisons ceux qui œuvrent pour le bien commun, la préservation de notre patrimoine collectif (la paix, la sécurité, la stabilité, les ressources naturelles, la santé, etc.). Ayons l'audace d'une nouvelle éthique républicaine, illustrée par nos choix politiques et portée par l'enseignement scolaire.

Nous devons alors travailler à la définition collective de ce que serait une "réussite collective" pour notre société : qu'est-ce que le bien-être ? Nous devons nous appuyer sur des politiques publiques définies selon ces critères de bien-être collectif et pas seulement de croissance du PIB. Nous devons proposer une plateforme de contribution volontaire (don ou prêt sans intérêt) à des projets publics au choix : recherche fondamentale, éducation, santé, énergie, etc. au niveau local ou national.

Pour accompagner cela, il conviendrait de proposer une notation scolaire valorisant le travail collectif, l'entraide, l'investissement dans des projets extra-scolaires et aborder "qu'est-ce que réussir sa vie" en cours de philosophie, sans attendre la classe de Terminale.

Le changement : cela peut-être une évaluation positive par compétences, la mise en évidence des forces et non des faiblesses, l'encouragement pour les esprits créatifs afin qu'ils prennent la place qu'ils méritent. Le monde en a besoin. Il a besoin d'esprits créatifs pour s'adapter, pour perdurer.

Horace a dit « Sapere aude » Ose savoir. Or le savoir, c'est le savoir-faire ET le savoir-être.

Vers une école émancipatrice. Une émancipation en acte

L'école permet-elle l'émancipation ?

Si émancipation signifie : capacité à s'autodéterminer et à s'intégrer à la société, alors l'école tend de plus en plus à créer de bons consommateurs. Mais face aux difficultés à « tirer son épingle du jeu », l'école semble avoir de plus en plus de mal à jouer son rôle d'ascenseur social, d'où de nombreux exclus ou déçus du système. Cela se traduit par un rejet des institutions amenant à un taux d'abstention croissant, à des mouvements de contestation comme les Gilets Jaunes, à un « dédagisme » de plus en plus marqué, au détournement du système social, à une montée de l'individualisme, du chacun pour soi, à une remise en question de plus en plus fréquente du pouvoir démocratique, qui à terme fait le jeu des mouvements nationalistes et extrémistes.

Mais une école qui émancipe c'est une école plus complexe que cette peinture terne réelle et inquiétante.

L'école émancipatrice doit donner toutes les chances à chaque enfant. Permet-elle son émancipation, un développement personnel réussi ?

Quelles voies innovantes l'école doit-elle emprunter dans ce paysage en crise pour permettre une meilleure émancipation du futur citoyen dans notre démocratie ?

La démocratisation n'a de sens que si elle propose un partage véritable des pouvoirs. Pour cela, il s'agit d'articuler émancipation individuelle et collective. L'école doit fournir les clés pour une égale capacité à agir et à peser sur les transformations de la société.

Les contenus et les pratiques enseignés doivent permettre de sortir de soi et des évidences qui semblent naturelles, de partager et de construire du commun en cultivant la pratique du consensus et du respect de l'autre ; des contenus et des pratiques qui placent tous les élèves en position de créateurs et de critiques en atténuant les effets des inégalités sociales et prévenir les décrochages scolaires.

Des pistes pour une émancipation réussie existent :

Pour donner du sens à l'enseignement, chaque classe (ou groupe de classe) du primaire et du collège devrait élaborer un projet annuel sur un thème ou une problématique. Ceci implique une équipe pédagogique formée, solide et solidaire autour de la conception de ce projet, avec davantage de temps de travail en groupe pour les élèves. Pour aider les équipes pédagogiques à définir leur projet, créer une banque de données, par zone géographique ou nationale selon les thèmes, accessible à tout citoyen, toute entreprise ou toute institution, qui collecterait des problèmes collectifs à résoudre.

Impliquer toutes les parties prenantes de la société : école, famille, institutions et entreprises au travers d'activités hebdomadaires voire bihebdomadaires. Chaque enfant de la classe pourrait travailler à un exposé concernant une habitude familiale, un métier d'un proche, une recette de

cuisine ou bien encore un évènement/expérience qui l'a particulièrement marqué et viendrait accompagner d'un parent/proche/adulte pour étayer son récit. Cela permettrait de travailler la connaissance, l'écoute et le respect et surtout de s'initier à la diversité.

Développer les visites dans les musées, les opéras, les bibliothèques, tous lieux favorisant la transmission de la culture et des arts. La découverte du Beau ne peut que contribuer au respect de ce Beau. Quand nous sommes conscients des trésors qui nous entourent et de ce qu'ont créé nos Anciens, nous sommes moins enclins à les détruire. Nous sommes aussi davantage enclins à la réflexion et à apprécier la paix pour en profiter pleinement.

En conclusion, l'école permet par l'accès à la connaissance de comprendre notre société, d'avoir une vision générale du monde et donc de prendre des décisions en accord avec celui-ci. Elle est l'amorce « à cultiver son jardin (cf Voltaire) » en limitant la pensée unique.

Les nombreuses dictatures ne s'y sont pas trompées : principes et valeurs se forment dès le plus jeune âge. Il apparaît donc essentiel que l'école dès la maternelle mais plus sûrement à partir du primaire contribue à l'émancipation ou tout du moins qu'elle participe activement à l'ouverture d'esprit des citoyens. Action permettant à ce même citoyen de s'engager envers autrui et de pouvoir mener une action solidaire dans la société dans le but de mieux vivre ensemble.

Apprendre à réfléchir par soi-même, apprendre à exercer sa liberté de conscience, apprendre à devenir citoyen

- introduire la philosophie bien avant la terminale et la conserver dans toutes les filières ; sous forme d'une philosophie morale, citoyenne, ainsi qu'une philosophie de la vie ; donner du sens aux valeurs de la société, dont la laïcité à la française, facilitatrice du vivre ensemble.
- enseigner la culture de l'engagement sociétal ; faire connaître le monde associatif, vecteur de la société civile et de l'intérêt général.
- prendre en compte toutes les formes d'intelligence, en ne valorisant pas seulement la capacité conceptuelle.
- faire la promotion de tous les métiers, car ils relèvent tous d'une utilité sociale.

Acquérir de « l'agilité » pour être à l'aise dans la relation à l'autre et dans un monde moderne

- en plus des connaissances de base incontournables (français, maths, anglais...), cultiver la capacité de changement par la diversité de contenus et de situations d'enseignement.
- ne pas orienter trop tôt les élèves ; ce qui va de pair avec le renforcement de l'enseignement des acquis fondamentaux dans le primaire pour éviter le décrochage.
- développer les qualités émotionnelles, c'est-à-dire la capacité de l'élève, en se connaissant mieux et en comprenant les autres, de prendre une attitude adaptée aux situations et aux relations avec les autres, c'est-à-dire lui donner la capacité d'être assertif et donc plus résilient aux épreuves de la vie. (Comme exemples d'application : une pleine conscience, une régulation des émotions, une estime de soi, l'erreur prise comme un apprentissage, le savoir dire « non », le recadrage des pensées négatives, la conservation de son enfant intérieur...)

Encourager et valoriser les initiatives et la diversité des pratiques, inciter à leur diffusion et à leur échange.

Le rapport aux familles : Pour donner toutes ses chances à chaque enfant, l'école doit agir en connaissance fine des parents et des familles, en complémentarité et en harmonie avec elles, et prendre en compte la disparité des situations et les inégalités sociales – qu'elle ne peut évidemment pas corriger à elle seule.

L'attention aux relations humaines : A chaque échelon de l'institution il faut une connaissance fine et une prise en compte de la situation de chacun, autrement dit un meilleur suivi des relations humaines et une façon de montrer que l'on prend en compte les choses faites, porter une attention aux mots que l'on emploie afin de renverser la cascade de mépris ou ce qui est ressenti comme tel pour construire dans chaque école et établissement scolaire une vraie communauté. Pour que l'enfant se sente bien il faut que ceux qui s'en occupent se sentent bien.

La confiance en premier pour faciliter l'action juste : Dès lors, il faut organiser le système éducatif sur la base d'une confiance placée dans tous ses acteurs, et d'une mise en capacité à agir, selon les valeurs partagées, à tous les échelons, partant de l'enseignant, de l'établissement, de l'encadrement de proximité (corps d'inspection et autorités académiques), dans une ouverture sur l'environnement (collectivités territoriales, associations périscolaires) et sur le monde professionnel.

La valorisation des initiatives : Une telle organisation suppose un fonctionnement du système éducatif encourageant et valorisant les initiatives et la diversité des pratiques, incitant à leur diffusion et à leur échange.

Pour aller encore plus loin dans la structuration de cette émancipation.

Rendre l'École plus juste en établissant une égalité des droits au service de la réussite de tous les élèves. Continuer à prôner l'égalité des chances, en raison du niveau des inégalités qui fracturent notre société, relève du cynisme absolu.

Re-scolariser l'école en lui donnant les moyens d'assurer ses missions fondamentales : instruire les enfants, dispenser une culture commune, former à une autonomie de pensée.

Ajouter penser à la trilogie célèbre lire, écrire et compter, et ce dès l'école primaire.

Revoir la formation pratique des enseignants, qui doivent disposer d'un droit à l'expérimentation, et celle des personnels d'encadrement, dont les services doivent comprendre un volume d'heures d'enseignement hebdomadaire.

S'attaquer aux difficultés scolaires en renforçant l'éducation comme service public, et, pour ce faire, en s'appropriant les connaissances produites par différentes catégories d'acteurs (chercheurs, mouvements pédagogiques, groupes de réflexion, acteurs de terrain...). Concrètement un corps de répétiteurs pourrait être, par exemple, rétabli pour mieux aider les élèves de l'école publique à faire face aux exigences de leur scolarité (travail, préparation aux examens, concours) et assurer une continuité pédagogique, afin de ne pas laisser ces divers besoins pris en charge par le secteur marchand . Autre mesure concrète le dispositif Ouvrir l'école aux parents pour la réussite de leurs enfants (OEPRE) devrait être étendu à l'ensemble des parents et pas uniquement à ceux de la migration.

Réinstaurer l'Éducation populaire en établissant un grand ministère de l'Éducation Nationale et de l'Éducation populaire.

Faire découvrir aux élèves l'utilité pratique et sociale, dans leur vie personnelle, des enseignements qu'ils suivent : Il importe, en tout premier lieu, que l'école prenne le temps de rendre concret l'apprentissage, de montrer en quoi les connaissances théoriques acquises servent dans la vie quotidienne ou serviront plus tard à l'élève devenu adulte et citoyen.

L'école au centre mais pas le monopole d'une école fermée sur elle-même : Le temps est largement venu d'assumer, de reconnaître et d'encourager les différences des pratiques, les expérimentations et les stratégies de différenciation, la diversité et la complémentarité des acteurs qui concourent à la réalité de l'école (enseignants, établissements, encadrement pédagogique et administratif de proximité, environnement : familles, collectivités territoriales, associations périscolaires, milieux professionnels)

En bref, il s'agit de créer une « école de la confiance » qui ne soit pas un slogan ou un titre de loi, mais qui reflète l'ambition, l'exigence et la réalité d'une pratique : confiance dans les élèves et leurs familles, dans les enseignants et les équipes des établissements, dans les autorités académiques et les responsables pédagogiques et administratifs de proximité, dans les collectivités territoriales, les associations périscolaires, les milieux professionnels.

Un modèle pédagogique à réinventer, vers un manifeste pédagogique

Nous proposons la création d'une « Académie du Projet éducatif » de la République, structure d'initiative permanente placée sous l'autorité du Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Éducation Populaire afin d'assurer la continuité des actions innovantes éducatives.

Pour cela il convient d'améliorer et parfois de réinventer notre modèle pédagogique.

Quelques outils et méthodes : Il conviendrait de réactiver des outils de connaissance de soi et des mécanismes des relations interpersonnelles, mécanique et gestion des conflits, fonctionnement et lacunes du cerveau, fonctionnement des émotions, ATPM (Analyse Transactionnelle, Préférences Mentales), PNL, concepts de J. Salomé, travaux de H. Laborit... le striatum aux commandes face au cortex sur les 5 axes : alimentation, reproduction, information, pouvoir et moindre effort dans le court terme face aux enjeux de long terme sur la planète que sont biodiversité et pollution. Ces outils ouvrent à la tolérance et à la responsabilisation de chacun (comportements choisis et non plus mus uniquement par l'inconscient) (passage du « réactionnel » au relationnel). Pour cela, il faut aborder plusieurs points précis :

Identification pour chacun de ses propres « Valeurs » et interrogation sur le degré de congruence entre ses valeurs et ses actes.

Nous vivons dans un monde économique et mercatique ; il faut former à l'Identification des concepts, logiques et méthodes de la mercatique, fonctionnement de la publicité et fonctionnement du cerveau ;

Nombre de jeunes, et notamment de futurs cadres, méconnaissent le fonctionnement de notre système économique dans lequel, paradoxalement, ils vont jouer un rôle majeur. L'enseignement de « l'Économie politique » à destination de tous nous semble essentiel.

Face et avec les Médias :

Connaître les logiques de fonctionnement des médias, les enjeux autour de leur financement

Face aux dérives des médias en réponse au marché et dans leur logique de structure (primauté du divertissement sur l'information et la culture, développement de l'Entertainment, dérive du cinéma américain manichéen (pour un public adolescent et adulescent), « Va-t'en guerre » permanent :

faire connaître les contraintes et les enjeux d'un diffuseur d'information, d'un réalisateur de documentaire (ex : forcé de faire dans la dramaturgie pour pouvoir être diffusé au détriment bien souvent de la véracité),

identifier les logiques de structure qui poussent à la dramaturgie, l'instantanéité, l'émotionnel plutôt que l'informationnel, la pédagogie, le développement de l'esprit critique,

éduquer à l'élaboration de revue de presse, revue radiophonique, « journal de la désinformation » ; éducation au débat, à l'autoformation critique face et à partir des Technologies de l'Information et de la Communication, initiations aux démarches de recherche en sciences sociales.

Face au racisme, face au communautarisme : vulgariser le concept « d'Ethnocentrisme » de Claude Lévi-Strauss,

Renforcer l'éducation à la laïcité, colonne vertébrale de notre société républicaine démocratique.

→ Concernant les mythes et héros propres à notre société... que les plaques sous les statues et autres pictogrammes soient plus informationnels sur les actes et pas seulement subjectivement dithyrambiques.

Affirmation des principes humanistes dans l'acte d'enseigner

Une humanisation de l'enseignement entre l'élève et le professeur par un accompagnement en classe des élèves demandeurs, pendant les cours, avec un/e aide pédagogique (et non l'abandon de la plupart des enseignés dans les classes en surnombre). L'itinéraire d'un maçon montre par exemple que l'on ne vise pas un objectif matériel ou une performance intellectuelle, mais bien une recherche de soi à travers le rituel et l'autre, par l'accueil et l'écoute, une découverte du monde au-delà des clivages claniques et des rivalités étatiques, religieuses ou sociales. L'humanisme est la nature de l'humanité.

Méthodes et matières enseignées :

- Base d'instruction indispensable commune à tous (savoir lire, écrire, compter)
- Les méthodes d'enseignement sont les mêmes depuis des décennies. Elles sont à revoir à la lumière de ce qui se fait dans d'autres pays
- Cours de philosophie dès la 6ème
- Cours de morale républicaine dès le CP

Développement personnel :

- Présence de psychologues dans les classes pour sensibiliser à la gestion des émotions, gestion du stress, gestion des conflits...
- Valorisation du potentiel de chacun au travers la mise en place d'activités artistiques, sportives, manuelles....
- Création de postes de responsables de bien-être à l'école (happiness manager)
- Pratique du yoga, de la méditation....

Rythme scolaire :

- Possibilité de faire "pause" : Aujourd'hui le train de l'école n'attend pas et encore moins depuis qu'on déconseille fortement, voire qu'on interdit le redoublement

Mais quid des enfants pour qui cela va trop vite, qui ne sont pas adaptés à ce seul système (il n'y a pas d'autres alternatives proposées au niveau étatique)

Pourquoi un enfant ne pourrait pas dire « stop » pendant 1 an ou « stop » je vais passer un an dans une école dans un autre pays ?

- Temps sur le mode « Scout » avec missions à accomplir dans un temps donné, entraide, partage, dépassement de soi... et débriefing à raison de demi-journées ou journées complètes régulièrement réparties sur toute l'année et deux jours complets par an avec la plus grande mixité possible.

Avec le 1^{er} Budget de l'État du fait du nombre d'enseignants, l'Éducation Nationale ne pourrait-elle pas mettre en place une économie d'efficacité, basée sur l'individu et son épanouissement, et non une économie de rentabilité, avec ses classes surchargées, professeurs sous-payés et non remplacés, etc... L'évolution du système éducatif ne peut aller que dans le sens d'une individualisation de l'instruction, d'un accompagnement par des professionnels du développement personnel de l'enfant, d'une reconnaissance sans jugement de valeur des aptitudes de chacun et des formations qui vont avec. Ainsi, nous aurons des jeunes adultes épanouis et prêts à mettre au profit, de tous et d'eux-mêmes, leurs talents.

Les enjeux éducatifs suite à la crise sanitaire

Refonder notre modèle éducatif pour former les citoyens de demain

Il est devenu impératif de repenser de fond en comble l'éducation, cela, afin de bien préparer les nouvelles générations à habiter ce monde en perpétuelle transformation qui sera le leur. La crise que nous vivons ne fait qu'accélérer ce sentiment d'urgence. Pour y parvenir, il faut d'abord redéfinir avec des objectifs simples et clairs le contenu de cette nouvelle éducation, repenser nos méthodes pédagogiques pour s'assurer qu'elles transmettront à cette génération de nouvelles compétences et de nouveaux contenus qui, seul, leur permettront de s'épanouir à l'avenir.

Parmi ces compétences, certaines semblent incontournables : la collaboration, la communication, et les compétences liées aux technologies de l'information et des communications (TIC) : créativité, pensée critique, résolution de problèmes, capacité de développer des produits de qualité et productivité, capacité d'apprendre, l'autonomie, capacité de planifier, la flexibilité, l'adaptabilité ou la résolution de conflits.

Dans le monde d'après, les compétences fondamentales les plus recherchées seront aussi les compétences transversales incluant des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être complexes et à des situations imprévisibles. Les aptitudes cognitives prédisposeront à la communication et aux échanges, à la manipulation et à l'analyse de l'information telles que le raisonnement déductif, le raisonnement inductif, l'organisation de l'information et le repérage des problèmes. On suppose que la demande pour ces aptitudes sera très forte.

En résumé, la communication, la collaboration, la créativité, l'innovation, la facilité numérique et technologique, l'apprentissage continu, la flexibilité et l'adaptabilité, la citoyenneté, l'entrepreneuriat seront des valeurs essentielles. Le modèle nordique depuis les années, 1970, met en lumière aussi la capacité pour l'homme à savoir se situer dans son écosystème et à anticiper ses besoins par rapport au prélèvement des ressources naturelles de la planète qui sont limitées donc précieuses. Ces méthodes, dont il faut, semble-t-il, s'inspirer, ont, en fait, beaucoup de sens car elles promeuvent l'indépendance, la prise de risques et l'éducation bienveillante. Ce modèle éducatif ininterrompu de 7 à 16 ans au moins, devra se baser également sur les valeurs de liberté et de démocratie dont les fondements seront validés par l'apport des neurosciences et sont utilisés dans diverses pédagogies alternatives comme l'adaptation du système d'apprentissage au rythme d'enseignement et la qualité de l'attention.

Les Scandinaves font office de modèle car ne font pas grand cas du sexe de leurs enfants et sont très attachés au fait de traiter les garçons et les filles de la même façon, sans véhiculer des stéréotypes genrés, et ont développé un principe de pédagogie neutre dans lequel chaque enfant est un être à part entière qui possède ses propres périodes et systèmes d'apprentissage et qui de ce fait mérite une attention et un respect particulier et bienveillant de sa personne. Ce point précis sous-entend que les élèves soient scolarisés en petits groupes afin que l'enseignant puisse créer une relation personnelle avec chaque enfant et implique aussi l'organisation d'un parcours d'apprentissage mis en place avec l'enfant qui définit ses objectifs et a pour mission personnelle d'arriver à sa réalisation.

La relation École entreprise : Le passage par une entreprise

Si l'éducation nationale veut réussir pleinement sa mission d'éveil des enfants, elle ne réussit qu'à moitié la préparation à la vie professionnelle des jeunes. Il serait profitable qu'il y ait une plus grande interpénétration de professionnels de l'entreprise compétents vers les universités et autres grands corps de formation des élites. Nous observons depuis plusieurs années malgré quelques tentatives remarquables qu'il persiste un problème structurel. En effet les étudiants qui se destinent à l'éducation, après la réussite au concours, passent directement de leurs études, après une formation complémentaire, dans l'éducation nationale. De ce fait, l'ensemble du corps enseignant ne connaît pas vraiment les pratiques fines des entreprises. En toute bonne foi, ils ne peuvent que transmettre les schémas qu'ils ont appris au cours de leurs études.

Nous proposons de renforcer le nombre de stages et d'interrelations entre le monde de l'entreprise et le monde enseignant.

Un modèle se construit avec des propositions concrètes, opérationnelles, disruptives

Trois principes fondent cette école : Assurer la qualité et la cohérence des programmes pour former des citoyens et lutter contre les échecs scolaires

L'école de la République doit être conçue comme le lieu où l'on apprend dès le primaire, à maîtriser les savoirs élémentaires (lire, écrire, compter), puis couvre tous les champs du savoir et du questionnement scientifique. Elle doit également assurer la transmission des valeurs universelles (liberté, égalité, fraternité) et donc de civisme.

Affirmer l'universalité de l'enseignement : Aucun élève ne peut invoquer une conviction philosophique, religieuse ou politique pour contester le droit de traiter une question au programme ou pour refuser de se conformer aux règles applicables dans l'École de la République. L'École doit rappeler à tous ses acteurs (enseignants, personnels, élèves, parents) les principes de laïcité, valoriser l'universalisme et la fraternité contre le communautarisme, le séparatisme et le repli identitaire.

Combattre la vulnérabilité de la jeunesse par le développement de l'esprit critique : L'École doit permettre de s'émanciper par l'éveil de sa conscience, à penser par soi-même, à devenir un citoyen, à partager les mêmes droits et les mêmes devoirs avec les autres. Elle doit permettre de construire un regard critique sur tous les modes de communication et d'information, notamment les réseaux sociaux et de déconstruire les thèses complotistes et les « fake news ».

Pour répondre à ces objectifs voici vingt propositions classées par thématiques :

Le temps des élèves, au cœur du système éducatif

Respecter le temps de l'enfant dans son apprentissage et inclure plus de sections d'Unités Localisées pour l'Intégration Scolaire dans les Écoles ;

Revenir au temps de l'École répartie sur 5 jours du lundi au vendredi ;

Faire du soutien scolaire une réelle prise en charge les élèves en difficulté durant le temps de la classe, dès les premiers signes de décrochage sur la base d'un cahier des charges clair avec des objectifs à évaluer ;

Intégrer le travail des associations dans la vie scolaire pour assurer le relais dans les écoles au-delà du temps scolaire en lien avec l'équipe pédagogique. La « solidarité éducative » doit pouvoir aussi s'exercer en dehors du cadre strict de l'école ;

Lutter contre la géographie de la réussite scolaire en assurant une offre scolaire équitable et de qualité et des équipements ad hoc quel que soit l'endroit où l'enfant habite. Cette proposition renvoie à la

Dotation Globale de Fonctionnement qu'il serait nécessaire de réajuster pour éviter les différences entre les écoles des communes riches et celles des communes pauvres. Si la souplesse de la décentralisation n'est pas un frein l'État se doit de définir un socle commun de qualité de locaux, d'équipements. Il doit verser aux collectivités les sommes suffisantes et pouvoir sanctionner (mettre sous-tutelle par exemple) les collectivités (comme Marseille) lorsque que les conditions ne sont pas remplies. L'Éducation Nationale devrait disposer des moyens de contrôle nécessaire et pouvoir fermer les écoles qui ne remplissent pas les conditions d'hygiène et de sécurité ;

Le recrutement des enseignants doit passer par deux phases importantes :

Mettre en œuvre un dispositif incitatif pour les candidats à la profession (contrats de pré recrutement les premières années de licence) ;

Mettre en place des formations en alternance pour accéder au métier d'enseignant (via l'apprentissage, l'intégration de cadres d'entreprise ou autres fonctions publiques selon prédispositions) ;

La politique salariale des enseignants peut se décliner en trois points :

Développer une réelle politique salariale : la pratique actuel repose sur un barème par points acquis pour l'essentiel à l'ancienneté et géré de manière paritaire avec les organisations professionnelles. Ces dernières années, quelques assouplissements ont été introduits avec, par exemple, la possibilité donnée à des établissements sensibles de recruter sur profil des enseignants, mais ces aménagements jouent uniquement à la marge ;

Proposer un traitement plus élevé en début de carrière et revoir la progression significative (pour une véritable incitation) sur la base d'objectifs à définir dans un entretien annuel réalisé par l'inspecteur ;

Verser des primes significatives (doublement de salaires pour les enseignants expérimentés volontaires pour enseigner dans les zones réputées difficiles avoir obligation de résultats via un système d'indicateurs à évaluer tous les ans voire des primes spécifiques à des projets de circonscription ;

La formation et l'évaluation des enseignants

Repenser la formation des professeurs en rompant avec l'idéologie communicationnelle et adaptatrice. Pour mémoire à la fin du quinquennat Sarkozy, la formation spécialisée des enseignants a été supprimée, avec la réforme Blanquer, elle a été réintroduite. Les enseignants doivent s'adapter par cycle gouvernemental aux programmes venus d'en haut, souvent lourds et peu ludiques et souvent théoriques. Par ailleurs entre les partisans de l'apprentissage des connaissances et ceux qui favorisent les compétences, l'approche pédagogique reste très académique ;

Rendre obligatoire la formation continue avec des formateurs de qualité, pris en compte dans la gestion de la carrière et intégrer le temps de formation. Les enseignants doivent être sans cesse formés aux nouvelles technologies afin de ne pas être en décalage avec les jeunes quand ils arrivent en fin de carrière. Il faut sortir des grilles et des évaluations du rectorat et des inspections une fois tous les 5 à 10 ans. L'évaluation à l'instar de la formation doit être continue ;

Défendre et améliorer le statut des enseignants et des formateurs à l'éducation tout en incitant à satisfaire la multiplicité des besoins de la société cognitive.

Préparer les enseignants et les formateurs à l'évolution des missions éducatives et à la transformation des outils pédagogiques.

Recourir à l'ensemble des modalités de formation continue (en présentiel, en distanciel, hybride, collective ou individuelle).

Se former et perfectionner ses pratiques professionnelles.

Être accompagné dans ses évolutions professionnelles pour favoriser ses compétences.

Encourager le développement harmonieux de la culture économique et la connaissance du monde professionnel au système éducatif.

Favoriser la coopération entre les entreprises et les institutions éducatives afin de définir des objectifs concrets de formations en fonction de la réalité des besoins présent et futurs.

Créer les conditions de la formation tout au long de la vie : l'accès permanent au renouvellement des connaissances et à l'acquisition de nouveaux savoirs.

Une gouvernance plus efficace et un pilotage plus adapté

Mettre en place un véritable statut pour les directeurs d'école avec de réels moyens à l'instar des chefs d'établissement du secondaire et non pas le supprimer comme le préconise la réforme en cours ;

Former des cadres au management et à la communication à l'instar des autres fonctions publiques. Des proviseurs, principaux ou directeurs choisis, évalués et accompagnés, nommés pour une durée de mandat qui soient les véritables « chefs d'entreprise » de leur établissement ;

Revoir le rôle des inspecteurs de l'Éducation Nationale en supprimant leur rôle d'encadrement administratif et les concentrer sur l'évaluation des élèves et la formation continue des enseignants ;

Évaluer l'ensemble des dispositifs mis en place (REP) et programmes spécifiques pour mesurer leur efficience ;

L'organisation de l'enseignement à l'École et hors les murs

Conforter l'organisation de l'école en cycles d'apprentissage cohérents ;

Sortir d'un enseignement académique et renforcer l'expérimentation de chantiers pédagogiques à l'École et hors les murs donnant l'envie d'apprendre en venant venir à l'École des experts disposant de qualité pédagogique (biologistes, physiciens, chercheurs, chefs en cuisine) sur des sujets qui relèvent de l'environnement, ..., des sciences appliquées, de la nutrition) voire d'emmener les élèves sur leur lieu de travail ;

Renforcer la digitalisation à l'école et la formation ad hoc : La digitalisation doit permettre d'accroître la motivation et le côté ludique de l'enseignement en équipant les écoles d'écrans interactifs, établissant des liens de pertinence et de complémentarité avec des sites d'enseignement (type Kartable), créant une chaîne ou un groupe de chaînes télévisuelles d'enseignement, poursuivant certains cours en visio, en développant les plates- formes numériques dans les établissements (messagerie, cahier de textes, communication, etc.) qui existent déjà dans les écoles privées

Accompagner les familles : La COVID 19 a zoomé sur les difficultés rencontrées dans le processus de dématérialisation. L'entraide, le partage, l'échange ont permis de les accompagner. Quelques espaces existent déjà, mais il convient de les généraliser dans tous les territoires ruraux, urbains en tenant compte des besoins de habitants. A cela s'ajoutent les problèmes d'éducation des enfants dont les parents ne savent plus faire face. A ce stade, le développement d'école des parents est clairement posé ?

Construire l'École de demain

Pistes et propositions pour la reconstruction de notre école

L'école de demain reposera sur trois piliers d'égale importance : les professeurs, les élèves, le monde dans lequel nous voulons vivre.

Les professeurs

Les professeurs doivent rester la cheville ouvrière du dispositif de formation. Mais la révolution numérique, et en particulier l'accès facile et immédiat à toute l'information pour tous, doit transformer profondément le rôle des enseignants.

La nouvelle École devra commencer par repenser totalement la formation des professeurs. Il faut en finir avec un système qui produit des enseignants simples « préparateurs d'examens ».

Quelques pistes à explorer :

→ Donner aux futurs professeurs une solide formation scientifique sur le fonctionnement du cerveau humain en mode apprentissage.

→ Former les professeurs, quel que soit leur discipline, aux grands enjeux qui conditionnent l'avenir de l'humanité (cf. plus haut) et à la façon dont chaque discipline peut contribuer activement à conduire les apprenants sur la voie de la réflexion et de l'action pour traiter les problèmes auxquels nous sommes et serons confrontés.

→ Les futurs professeurs seront autant des accompagnateurs, voire des révélateurs de talents. Les méthodes pédagogiques devront le leur permettre. Ils devront être plus proche des élèves pour les aider à trouver leur place et à réussir.

→ Dans cette perspective, les professeurs seront formés à encourager les efforts, à accepter les erreurs pour faciliter les apprentissages.

→ Enfin, les professeurs seront formés comme des cadres. La recherche dans leur discipline, la capacité d'initiative et d'innovation seront encouragées et développées.

→ L'évaluation devra se faire sur la capacité des élèves à apporter des solutions concrètes aux problèmes posés mais aussi sur leur capacité d'intégration dans la vie collective et leur développement personnel.

Dans cette perspective les notes telles que délivrées aujourd'hui seront définitivement supprimées.

Le baccalauréat actuel sera supprimé. Il sera remplacé par un système d'évaluation des compétences acquises au cours de la formation.

→ L'organisation matérielle des lieux d'apprentissage tiendra autant que possible compte des modes d'apprentissage de chacun. Elle devra permettre le mouvement, les déplacements sur différents postes de travail en fonction des temps d'enseignement et des objectifs concrets visés. Il faut en finir avec l'apprentissage hors contexte et des élèves qui passent des heures et des journées assis à écouter le professeur, trop souvent seul actif dans la classe. L'école « hybride » s'est développée sous la pression de la pandémie. Faisons-en un outil pédagogique.

Les élèves

Hormis quelques profils formatés (souvent les futurs professeurs), notre système génère peu d'adhésion. Beaucoup d'élèves s'ennuient et ne trouve ni intérêt, ni sens, ni place dans l'école d'aujourd'hui.

Dans l'École de demain, les élèves sont, tout autant que les professeurs au centre du dispositif éducatif. Cela a quatre conséquences immédiates :

Les élèves retrouvent du sens à leur présence à l'École, par la considération qui leur est apportée, l'implication qui leur est demandée, les contenus qui leur sont proposés et l'évaluation à laquelle ils sont associés.

Les élèves sont mis en situation d'autonomie maximale le plus rapidement possible. Leur apprendre à rechercher l'information pertinente, développer leur réflexion, leur apprendre l'innovation, favoriser leur créativité, les préparer à s'attaquer aux problèmes qui menacent la terre et l'humanité, tels sont les objectifs de l'École de demain. En un mot les mettre en action au lieu de les maintenir dans une morne passivité. La constitution de binômes (ou groupes librement constitués) de travail dans et hors de l'école est encouragée. La salle de classe n'est plus le lieu unique d'apprentissage. Elle devient un lieu de regroupement, d'échange et de propositions.

Les élèves sont acteurs de l'évaluation des apprentissages. Ils participent à l'élaboration des critères d'évaluation, les mettent en œuvre sous la direction des professeurs. Ensemble, ils en mesurent les résultats et corrigent les insuffisances constatées. Les notes sont supprimées. L'erreur, comme élément d'apprentissage est encouragée et la peur de l'erreur combattue.

Les élèves sont formés à cette approche dès le plus jeune âge selon une progression adaptée.

Contenus et activités : 4 grands pôles

Pôle 1 : une forte dose de culture générale ; Elle est essentielle à la compréhension du monde actuel et à la préparation de citoyens éclairés et responsables. Les différents langages font partie de la culture générale enseignée.

Pôle 2 : une culture scientifique et technique concrète liée aux grands enjeux cités plus haut.

Pôle 3 : une véritable éducation à l'orientation et à la connaissance des métiers et des entreprises pour tous les élèves

Pôle 4 : un temps de participation à des activités altruistes au sein d'associations.

Le second cycle de l'enseignement secondaire ne sera pas destiné à préparer l'orientation dans l'enseignement supérieur ou l'insertion professionnelle. Ceci se fera après la classe terminale.

Il nous faut imaginer de nouvelles façons de travailler, de collaborer, d'évaluer au profit d'apprentissages utiles et d'une formation de l'individu dans sa globalité. Il nous faut dans tous les domaines réinventer/réimaginer le monde et l'école doit être le socle préparant à ce monde nouveau. Cette tâche doit associer tous les acteurs concernés : professeurs, élèves, parents, experts, artistes et scientifique, citoyens lambda, parlementaires...

Exclusion et Égalité des chances

Pour une Éducation nationale garantissant réellement et sincèrement les mêmes chances pour toutes et tous, il est important de faire obligation de scolarisation au sein d'établissements scolaires et non à domicile (sauf en cas de problème de santé majeur). Il faut développer les possibilités concrètes pour réintégrer à n'importe quel âge dans la scolarité des individus étant sortis prématurément du cursus. Il est possible de faciliter l'accès à une éducation populaire tout au long de la vie

Pour donner l'égalité des chances à chaque enfant, il importe d'individualiser l'enseignement en adaptant le nombre d'enfants par classe, en mettant fin aux ghettos, en favorisant la mixité sociale réelle. On peut déployer des groupes hétérogènes, par cycle, avec 2, maximum 3 groupes de niveaux, les plus avancés pouvant aider les plus en retards et ainsi avoir une autre activité pendant qu'un autre groupe travaille. Pratiquer l'alternance travail individuel/travail en groupe.

Il est indispensable de respecter les rythmes de chaque enfant. On doit valoriser chaque enfant par :

Une pédagogie multiple : sport, dessin, théâtre, philo, langues, travail manuel, musique, éducation artistique...avec le double avantage d'ouvrir l'horizon des enfants et de permettre à chaque enfant de trouver au moins une matière où il soit bon.

La valorisation des enseignants : recrutement de gens motivés, et les valoriser dans leur rôle social essentiel, bien formés, bien rémunérés.

Il devient indispensable de revaloriser de façon effective le travail manuel.

Comment améliorer la prise de conscience de la dimension citoyenne de chacun dans une dimension plus globale pour construire une humanité plus juste et plus éclairée ?

Les propositions possibles s'appuient sur la méthode maçonnique. Tout d'abord, l'approche maçonnique est une structuration individuelle et collective, à long terme. Il semble donc indispensable de différencier l'urgence, du temps long permettant à des actions concrètes de structurer une société solidaire et éclairée. Dans la pratique de la Franc-Maçonnerie nous essayons de reproduire notre comportement en loge dans notre vie sociale. Au-delà des Francs-Maçons n'est-ce pas ici le moment de discuter de la place de la solidarité et de l'esprit critique dans l'éducation ?

L'école est le lieu des apprentissages et de l'éducation. L'école, pensée comme lieu de socialisation, a probablement perdue cette dimension, au moins en partie. La pratique de la solidarité y est absente ou réservée à des initiatives individuelles, très locale. Or, La solidarité doit retrouver sa place dans le triptyque républicain Liberté, Égalité, Fraternité. L'école doit pouvoir être ce lieu d'apprentissage de la solidarité. Le tissu associatif est très fort en France, grâce aux lois du 1^{er} juillet 1901 relatives aux associations. C'est une chance que l'on peut saisir pour que la pratique de la solidarité s'exerce très tôt dans la vie des citoyens, par l'exemple et l'action. Faciliter l'entrée des associations de solidarité dans les lieux d'enseignement (collèges, lycées, universités) est un minimum que l'on peut attendre. Des interventions régulières (conférences, tables rondes, échanges) devraient être inscrites dans le calendrier. Dans les universités, il existe déjà des « points bonus » pour des activités extra-universitaires : ne serait-il pas possible de les réserver aux activités de solidarités et, également, de l'étendre aux lycées et collèges ?

Par ailleurs, de mon point de vue, l'école d'aujourd'hui, comme celle d'hier, se concentre sur la connaissance, de façon normative, sans développer cet esprit critique, sans tendre à l'émancipation. La construction d'une humanité plus éclairée passe par le développement de l'esprit critique. Cet esprit critique passe par l'exigence de faits. Le déni de la réalité des faits, la mauvaise foi, fait obstacle à la citoyenneté. Il est de notre devoir, en tant que Franc-Maçon de le refuser. La citoyenneté éclairée se construit, dès le plus jeune âge (des expériences en maternelle existent déjà), par l'apprentissage du partage des différences, du débat contradictoire argumenté. Nous l'avions déjà évoqué dans des travaux précédents, mais l'enseignement de l'esprit critique (démarche scientifique et politique) semble insuffisamment développé. L'enseignement de l'esprit critique, du débat d'idées, respectueux et argumenté me semble indispensable pour l'émancipation du citoyen de demain.

Renforcer l'enseignement de l'esprit critique à l'école, dès le plus jeune âge, faciliter l'entrée des associations de solidarités dans les écoles, lycée, universités, favoriser, soutenir, motiver la pratique de la solidarité, par les élèves et étudiants sont des propositions concrètes.

Éducation et Citoyenneté

Notre société doit reprendre une réelle connexion avec l'éducation qui ne doit plus en être une fraction indépendante mais un organe important au cœur de celle-ci. L'éducation est le ferment de la société et de la vie en son sein. Elle doit permettre, durant toute la vie et à chaque étape de celle-ci, de mettre en avant son interdépendance avec la réalité sociale qui en devient l'acteur privilégié. L'éducation est sociale, la société doit redevenir éducative.

L'interdépendance entre éducation et société se pose comme un postulat reposant sur leur fonctionnement réciproque. L'éducation est le promoteur des valeurs de la société, du respect individuel et des libertés de chacun. La société redonne à l'éducation son rôle de transmetteur de sens des valeurs citoyennes qui placent l'école au centre de son projet social.

L'éducation est plus que la somme des contenus disciplinaires sur lesquels elle semble uniquement reposer. Elle doit permettre l'épanouissement et l'émergence d'une méthode individuelle et personnelle permettant à chacun d'avancer dans sa propre vie. Plus que les savoirs, elle doit viser au processus d'acquisition de ceux-ci. Sa finalité s'en trouve changée, dynamique et continue. - Proposition 4 (moyen terme, 5 ans) : Les libertés individuelles que promeut la société se retrouvent dans les institutions éducatives. Il ne doit pas exister un parcours unique, standard et valorisé. La liberté d'éducation permet tous les cursus et les passerelles. Prenant exemple sur les pays anglo-saxons et mettant au second plan les contenus disciplinaires, la gradation éducative doit remplacer la pure vision verticale et sectaire des filières et des contenus. L'accent est mis sur le processus de connaissances et son perfectionnement plus que sur une certaine exhaustivité apparente et utopique. L'éducation devient alors systémique et non agrégation d'éléments disparates et isolés. - Proposition 5 (court terme, maintenant) : La prise en compte différentielle des individus et la reconnaissance unanime des parcours divers doit permettre l'épanouissement personnel et non la reproduction des inégalités de départ. La simple reconnaissance et acceptation de ce principe simple doit permettre un changement des valeurs de l'école qui promeuvent le perfectionnement et le cheminement individuels.

L'école, au sens large, est un lieu sacré dans lequel les « marchands du Temple » doivent être bannis. Non seulement, l'éducation ne doit dépendre que de la société mais elle doit refuser la promiscuité des acteurs économiques qui ne visent pas à son processus mais aux gains que ce système de connaissances pourrait lui rapporter. L'éducation est neutre de la sphère économique et marchande, elle est indépendante des valeurs de celle-ci. L'économie éducative est une science descriptive et non un régulateur politique des actions éducatives.

La richesse de l'éducation est le résultat de ses acteurs, enseignants et élèves, qui œuvrent ensemble et cherchent à perfectionner, consciemment ou non, le système dans lequel ils interagissent. Les acteurs externes ne sont pas à négliger, et, les outils et supports qu'ils développent peuvent être utiles. Néanmoins, ils doivent être cantonnés à leur rôle technique, de facilitateur, ou de support à l'enseignement. Les aspects technologiques de l'éducation ne sont pas à négliger mais s'ils ont un effet positif sur le processus central éducatif, ils ne le constituent pas. Le principe éducatif doit revenir au premier plan et les supports éducatifs rester au niveau instrumental qu'ils n'auraient jamais dû quitter. La société de la connaissance repose sur le principe de la connaissance et non uniquement sur l'expansion des médias de cette connaissance que bien souvent, en plus, ils dénaturent. De ces propositions, une idée générale peut être mise en exergue :

L'éducation doit reprendre la place sociale qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Cette position s'entend comme celle de processus central et dynamique animant toutes les sphères de la société en la faisant, enfin, devenir celle de la connaissance pour tous, malgré les différences individuelles, porteuse des valeurs de la république et dénuée de la portée économique qui la dénature et pervertit sa mission.

Éducation à la citoyenneté

Mise en place d'un parcours citoyen de l'école maternelle au lycée

Adossé aux autres enseignements, en particulier l'enseignement moral et civique (EMC), l'éducation aux médias et à l'information (EMI), il devra concourir à la transmission des valeurs et principes de la République en abordant les grands champs de l'éducation à la citoyenneté. Ce parcours prendra également appui sur la participation de l'élève à la vie sociale et démocratique de la classe et de l'école ou de l'établissement. A partir des principes et des contenus développés ci-dessous, il s'agit pour les établissements scolaires de veiller à :

Chaque année de sa scolarité tous les élèves abordent un ou plusieurs des champs soit par un enseignement classique, et/ou soit par la participation, l'engagement dans un projet collectif ou individuel

Harmoniser par secteurs, de la maternelle au collège (les lycées ayant peu de liens avec les écoles primaires et les collèges), les progressions de ces apprentissages (lors de temps dédiés : conseil de maîtres, conseils école-collège). Cependant le choix des activités et des projets, leur programmation et les dispositifs utilisés sont laissés à la libre organisation des écoles

Les élèves disposent d'un document (papier ou numérique) rassemblant tous ces grands principes et attestant du parcours individuel et du niveau de leur engagement

La remise d'un livret ou diplôme de citoyenneté à chaque élève au terme de la scolarité obligatoire. Cette remise pourra se faire lors d'une cérémonie républicaine. Rituel solennel, en présence de leur famille, cette cérémonie permettra de rappeler les temps forts de la scolarité des élèves et de présenter les perspectives, qu'il s'agisse d'obligations ou d'engagements personnels, qui s'ouvriront à eux dès 16 ans et au-delà

La récurrence des rencontres, expériences et engagements tout au long de la scolarité sera le garant de la réussite cette éducation. En effet, nous pouvons décliner quelques principes :

Culture de la sensibilité → Soi et les autres

Culture de la règle et du droit → Des principes pour vivre avec les autres

Culture du jugement (esprit critique, compréhension des enjeux, discernement) → Penser par soi-même et avec les autres

Culture de l'engagement (action collective, prise de responsabilités, initiative) → Agir individuellement et collectivement

Les champs abordés :

La transmission des valeurs républicaines et du principe de laïcité

La culture de l'égalité entre les sexes et du respect mutuel

La lutte contre toutes les formes de discriminations et en particulier la prévention et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, notamment à travers l'ouverture sur l'Europe et le monde

La prévention et la lutte contre le harcèlement

La lutte contre l'homophobie

L'éducation à l'environnement et au développement durable

L'éducation aux médias et à l'information

La connaissance et la pratique du fonctionnement de nos administrations (Impôts, CAF, assurances, gestion bancaire, système de santé, pôle emploi...)

Les points d'appuis sont les connaissances dispensées dans le cadre des enseignements par des rencontres avec des acteurs ou des institutions à dimension citoyenne et des engagements dans des projets ou actions éducatives à dimension citoyenne. Il est enrichi par l'engagement des élèves, dans

des projets ou actions éducatives à dimension citoyenne, mais également morale relevant de choix de société :

Participation, notamment à une cérémonie commémorative, visite d'un lieu de mémoire ou toute autre action relevant du champ mémoriel

Participation individuelle ou collective à des actions ou projets citoyens dans différents domaines (humanitaire, solidaire, environnemental...)

Le parcours repose également sur la mobilisation de tous les acteurs :

L'ensemble de la communauté éducative est impliqué dans la réussite du parcours citoyen de l'élève : personnels d'éducation, de santé, d'encadrement, d'orientation, d'aide (Accompagnant des Elèves en Situation de Handicap), de suivi psychopédagogique, les associations partenaires de l'école publique porteuses de projets co-construits et ancrés dans l'environnement proche des élèves, les collectivités locales et territoriales avec notamment l'élaboration de projets éducatifs territoriaux municipaux ou départementaux. Pour cela, nous demandons la mise en place d'un parcours citoyen à l'école de la grande section de maternelle au lycée pour assurer la transmission des valeurs et principes de la République en abordant les grands champs de l'éducation à la citoyenneté : la laïcité, l'égalité entre les femmes et les hommes et le respect mutuel, la lutte contre toutes les formes de discrimination, la prévention et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, contre les LGBT phobies, l'éducation à l'environnement et au développement durable, la lutte contre le harcèlement

Ce parcours est piloté par une structure dont nous esquissons les principes ci-dessous.

Le Conservatoire de l'Éducation Citoyenne

Le principe est l'invention d'un service public d'Éducation citoyenne tout au long de la vie

- piloté par une structure universitaire indépendante, nationale et décentralisée, ouverte à tous citoyens en recherche de connaissances sur tous les domaines de la vie sociale et citoyenne ;

- chargé de la formation, de l'information et de l'orientation des citoyens, dans le respect de la neutralité du Service Public, hors de toute propagande ni de clientélisme, il doit être proche et facilement accessible par toute personne adulte, n'importe où sur le territoire ;

- composé d'intervenants qualifiés, spécialistes de leur domaine, fonctionnaires ou bénévoles, enseignants ou techniciens ;

- par le moyen de cours, des conférences, des expositions, des publications, des sites internet de formations et d'informations..., afin d'offrir tout un panel d'accès à chaque citoyen, à l'image de ce qui s'est fait sur la 5 pour les scolaires ; par des dispositifs d'information et de formation accessibles partout et ouverts (horaires en particuliers) utilisant le maillage des structures régionales, départementales et locales

Puisse cet outil, ce nouveau Service Public, apporter cette connaissance que les Hommes des Lumières mettaient en valeur dans leurs œuvres et leur projet pour une société plus humaine.

L'Illettrisme et Illectronisme en France

Existe-t-il des liens entre illettrisme et pauvreté ?

Parmi les personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté près de 35 % n'ont aucun diplôme, 50 % ont des compétences qui vont du brevet au baccalauréat, 15 % titulaires d'un baccalauréat plus 2. Soulignons la situation des détenus : 25% sont en situation d'illettrisme.

Le modèle jacobin a vécu. L'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme est très peu voire trop connue. Il s'agit d'une agence de diffusion de préceptes généraux, une organisation qui accompagne plus qu'elle n'agit à proprement parler....

Au plan législatif quelles sont les dispositions réglementaires ?

Le code du travail prévoit que la maîtrise de la langue française, le développement des compétences y compris en matière numérique font partie intégrante désormais de la formation professionnelle continue obligatoire dans l'administration et l'entreprise. Le deuxième acteur et largement le plus important est l'éducation nationale. Elle agit, on l'aura compris, en amont du problème. Il ne faut surtout pas dénigrer les résultats de cette institution républicaine, laïque, gratuite, fondement de notre démocratie. La France n'est pas si mal positionnée dans le fameux classement Pisa (programme international pour le suivi des acquis des élèves émanant de l'OCDE). En 2016 la France est devant la Grande-Bretagne ou nous sommes au coude à coude avec la Suède. Au total 95 % d'une génération qui sort de l'école sait lire et écrire. Le problème c'est : « Et après ? » que deviennent toutes ces compétences enseignées ? Si elles ne sont pas régulièrement utilisées, les savoirs acquis se perdent très rapidement. On commence à constater l'illettrisme chez les jeunes à partir de 25 ans, le pic étant atteint vers 55 ans. D'autres intervenants agissent : les services publics pôle emploi, l'agence nationale pour la formation des adultes ou AFPA, les collectivités territoriales, mais de façon plus ou moins coordonnée et c'est là où le bât blesse.

Pour achever ce travail, combien ça coûte ?

Il faut au bas mot 300 millions par an selon France Stratégie pour pouvoir assurer le minimum d'action. Actuellement l'État n'y consacre que 160 millions d'euros. L'agence nationale de lutte contre l'illettrisme et France stratégie (institution autonome placée auprès du premier ministre qui contribue par ses analyses et ces propositions à l'action publique) se sont livrées au calcul suivant : pour pouvoir diviser par deux le pourcentage d'illettrisme en 2025, le coût total estimé serait de 1,5 milliard d'euros. C'est peut-être beaucoup mais il s'agit d'un investissement indispensable pour l'avenir

Enjeux de l'enseignement à distance

Cette expérience est-elle une opportunité pour faire progresser notre modèle pédagogique ?

C'est une possibilité de faire changer les liens sociaux entre élèves, parents et profs : les élèves ont posé bien plus de questions à leurs profs par mail, les parents sont devenus des répétiteurs des profs, le prof est chef d'équipe. L'apport de ces nouvelles techniques permet-il d'améliorer l'être humain ? Elle pourrait permettre aussi d'aborder à nouveau les parents, par un biais différent.

L'enseignement à distance requiert plus d'autonomie, mais il permet d'acquérir des compétences dans un cadre différent, d'échanger avec d'autres étudiants sur des forums, de faire passer des oraux. Il peut être complémentaire d'un enseignement en présentiel.

La technologie peut nourrir autrement l'acquisition des connaissances. On pourrait songer à une éducation à cette acquisition de connaissances, que l'on peut la transmettre comme on veut.

Cette expérience pourrait amener à améliorer les pratiques pédagogiques, à un changement de posture de l'enseignant : les réseaux Wi-Fi sont déjà très utilisés dans les amphis, le cliquetis des touches permet de noter le cours... mais aussi de vérifier sur Wikipédia. Tout ce que dit l'enseignant est disponible. Il ne suffit donc plus de délivrer une connaissance.

Ces nouveaux outils pourraient être utilisés en complémentarité : le TD, le petit groupe pourrait servir à un dialogue plus personnalisé. Sur Openclassrooms, on trouve des mentors qui sont là pour interagir.

L'éloignement physique a posé aussi la question de l'organisation de la scolarité : le numérique pourrait être mieux utilisé pendant le temps scolaire hors de la classe, pour l'accompagnement des élèves ou pendant les heures d'étude, un meilleur usage du ludique pourrait être fait. En Allemagne, les cours se concentrent sur le matin.

C'est peut-être aussi une ouverture sur d'autres structures scolaires en général : des modèles où il n'y a pas de prof, de programme, de cours, ou encore l'exemple des écoles innovantes. Les bâtiments scolaires pourraient également être repensés. Il faut toutefois rester prudent car l'utilisation de ces outils dans les activités périscolaires pourrait sortir du contrôle de la puissance publique. Un enseignement contraire à nos valeurs pourrait alors être transmis dans ce cadre.

Face à ces différentes évolutions, nous devons toujours nous demander si ces nouveaux outils permettent bien de former l'honnête citoyen du XXI^e siècle.

Éducation et numérique

Une solution semble alors se dessiner depuis plusieurs années dans un juste équilibre, d'une part entre enseignement en présentiel et à distance, et d'autre part, entre moyens pédagogiques "traditionnels" et utilisation de l'outil numérique. Tous favorisant à la fois les savoirs fondamentaux mais aussi l'apprentissage de l'outil numérique lui-même, source de grands dangers lorsqu'il est mal maîtrisé alors même qu'il s'avère désormais incontournable dans notre société. L'École se dote-t-elle alors de tous les moyens pour y parvenir ? L'analyse de ce que nous avons vécu au printemps montre que des progrès sont possibles, tant dans la façon d'utiliser cet outil (que tous les enseignants ne maîtrisent pas de la même façon) que dans le traitement des inégalités d'accès au numérique dans certains foyers.

Le numérique au service de l'amélioration de l'école (1^{ère} partie)

L'enjeu : une appropriation dans l'urgence, mobilisant les bonnes volontés, mais improvisée et bricolée et renforçant les inégalités, en particulier dans l'enseignement professionnel

Une mobilisation exceptionnelle des personnels : douze millions d'élèves confinés, une mobilisation exceptionnelle de personnels de l'Éducation nationale au sein des académies, professeurs mais aussi chefs d'établissement, inspecteurs, personnels administratifs, techniciens, personnels de services dont la fonction et l'importance sont parfois oubliées, le tout dans une grande improvisation organisée par le terrain sur le terrain.

Cependant quelques voix s'élèvent sur le fait que certains professeurs n'ont pas assuré la continuité pédagogique. On manque de recul et d'informations fiables, au demeurant sans doute variables selon les établissements et les territoires. Dans l'ensemble les professeurs ont été là, et souvent d'un dévouement extrême. Ponctuellement certains ont effectivement pu faire défaut, plutôt beaucoup moins qu'ailleurs. Les professeurs se sont emparés des moyens d'enseignement à distance plus efficacement que si cela avait été prescrit par un plan ministériel ou une volonté politique forte, on peut s'en réjouir.

Peu voire pas d'impulsion pédagogique et éducative sur le plan national. Cela mérite évidemment un questionnement, une réflexion et de « prendre le taureau par les cornes », c'est-à-dire de construire un chantier nouveau. Concernant le numérique, les professeurs ont à disposition : l'ENT (Espace Numérique de Travail) et de l'outil « classe virtuelle » du CNED (Centre National d'Enseignement à distance). Les élèves disposent par ailleurs de « ma classe à la maison » c'est-à-dire d'activités dispensées par le CNED également, leur permettant de réviser leurs cours. Mais peu d'enseignants ou d'élèves avaient été formés à ces outils, et les infrastructures n'avaient pas été pensées pour supporter un tel volume de connexions. La crise a révélé que nombreux sont les élèves qui ne sont pas équipés des outils indispensables. Les enseignants ont découvert depuis chez eux certaines plateformes numériques avec lesquelles ils n'étaient pas familiarisés, et qui, de plus, ont connu de nombreux dysfonctionnements, même si elles avaient le mérite d'exister.

La mobilisation générale a, heureusement, dépassé l'éducation nationale. La Poste par exemple, les éditeurs, les entreprises d'outils pédagogiques (EDITECH), les collectivités territoriales, ont apporté un concours précieux.

De l'innovation frugale, c'est-à-dire l'apprentissage du bricolage, de l'entraide et du travail collaboratif. Des expérimentations multiples, grandeur réelle, de l'utilisation de l'outil numérique et de l'enseignement à distance, ont été conduites, voire improvisées, dans des conditions de bricolage, qui ont nécessité énormément d'heures de préparation. Les enseignants furent confrontés aux limites de leurs compétences, rendant plus que jamais nécessaire un travail collectif pour élaborer leurs projets pédagogiques à l'heure du numérique et à faire appel, souvent, à une aide familiale à la réalisation. Comme dans toute expérimentation, surtout improvisée dans l'urgence, il y a eu des ratés, et aussi de réelles réussites (*La maitresse part en Live pour l'école maternelle, Maths et ma team* pour les maths en collège, *Ton prof en pyjama* pour les SVT en lycée).

De nouvelles relations humaines : Il faut relever aussi une attention inédite portée à la situation individuelle des élèves et des étudiants par les enseignants (conditions scolaires ou universitaires, mais aussi sociales, familiales, d'environnement...), ainsi qu'une relation nouvelle établie entre l'école et les familles : un nouveau regard sur des parents sur leurs enfants et leurs enseignants.

Une dimension particulière pour l'enseignement professionnel et l'apprentissage : Mais l'on doit s'inquiéter aussi du décrochage de certains élèves, accru pour tous après les vacances de printemps, plus important en lycée professionnel et en apprentissage, où la réalisation concrète joue un rôle important que le numérique n'a pas remplacé.

Pour les enseignants des matières professionnelles, travailler depuis leur domicile est beaucoup moins confortable car ils ne disposent pas des mêmes ressources, ni des outils qui permettent souvent de lever de nombreuses difficultés. De plus, pour ces disciplines, l'élève est seul : il a, en effet, très peu de chances de trouver de l'aide auprès de ses parents, en cas de difficultés.

Dans les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur, le même effort de continuité pédagogique a été conduit, les mêmes limites et difficultés rencontrées. Outre l'attention renforcée portée à la situation individuelle des étudiants déjà évoquée, deux points méritent d'être relevés :

L'importance prise par la réflexion et l'action pédagogiques, dans une culture professionnelle et institutionnelle qui a tendance à surdéterminer les missions de recherche des enseignants-chercheurs ;

Le rôle d'appui précieux joué, dans les universités qui les ont mis en place, par les services universitaires pédagogiques, pour former et accompagner dans l'urgence les enseignants-chercheurs à l'utilisation des outils numériques comme à l'élaboration de modules de formation à distance.

Quelques enseignements minimaux peuvent être tirés de la période qui vient de s'écouler, pour ne pas subir l'urgence sanitaire, mais en anticiper les conséquences :

Mettre en œuvre un plan ambitieux et volontariste d'équipement en matériels et en réseaux qui conjugue les efforts de l'État et des collectivités territoriales pour assurer aux élèves, aux enseignants et aux familles un égal accès, en tout point du territoire, au service public de l'école ;

Faire de l'utilisation du numérique un rituel. En chaque début d'année, recenser pour chacun le matériel et son temps à disposition, activer les adresses mail professionnelles des enseignants et celles des élèves et des étudiants, faire des exercices pour que cela devienne des automatismes ;

Encourager et développer les expérimentations dès la prochaine rentrée, et mobiliser l'appareil d'encadrement intermédiaire pédagogique et administratif (services académiques, corps d'inspection) pour accompagner et soutenir ces expérimentations ; organisation des échanges entre les équipes, à tous les niveaux (au sein d'un établissement, sur un territoire, au sein d'une discipline, entre premier degré et second degré...). Il convient d'accompagner ce changement par une gouvernance managériale innovante : les corps d'inspection jusqu'au plus haut niveau doivent en savoir autant voire davantage

que ce qui demandé aux professeurs de manière à pouvoir, évaluer, accompagner, impulser et reconnaître, pour le professeur et sa carrière, la qualité d'un travail fourni ;

Créer un corpus de formation initiale et continue et une banque de ressources nationales centralisée au CNED : en plus de mobiliser les instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation et les laboratoires de recherche pour accompagner, évaluer et analyser les expérimentations (au moins les plus construites d'entre elles), il faudrait constituer un corpus de formation continue et initiale des enseignants, basé sur ces innovations et constituer une banque de ressources nationales centralisée au CNED, pour disposer sur chaque chapitre des programmes, de « capsules numériques » à destination des élèves, qui pourraient être intégrées au cours ou suppléer en partie un cours dans le cadre d'un enseignement à distance

Repenser totalement l'ingénierie des formations des enseignants, à la fois initiales et continues : Former les professeurs à concevoir des parcours pour enseigner aussi bien à distance qu'en présentiel ; Prévoir également dans ce cadre des stages sur « comment gérer de façon optimale son temps de travail » (à la fois au niveau du professeur et au niveau de l'élève) ou « comment améliorer la motivation et la cohésion du groupe classe à distance » ;

Rebondir sur le nouveau regard que les parents portent sur leur enfant et leurs enseignants, et sur celui que porte l'enseignant sur l'enfant et ses conditions de travail. L'enseignement à distance a créé un lien qu'il faut entretenir et sur lequel il faut s'appuyer ;

Proposer une nouvelle ambition pour l'enseignement professionnel : l'intégration de filières professionnelles au sein de campus des métiers et des qualifications (CMQ) les fait, par ailleurs, bénéficier de l'effet d'image dû à la proximité d'établissements prestigieux et des entreprises regroupés au sein du campus.

Un stage en entreprise pour l'ensemble des futurs professeurs, pour toutes les disciplines, est indispensable au cours de leur formation initiale.

Une ambition globale forte

Nous pensons qu'il faut faire entrer le numérique dans le quotidien de l'Enseignement et mener des actions dans ce sens. Il s'agit de permettre à tous les élèves d'avoir accès à Internet, d'être équipé avec les terminaux adaptés et d'être formés à leurs usages (connexions wifi, notions de sécurité, utilisation courante internet et mail...). Il faut dans le cadre du programme scolaire intégrer l'usage du numérique, par exemple :

Former les enseignants à la maîtrise des outils numériques ;

Généraliser un devoir en ligne de manière régulière et programmée pour l'enseignement primaire et secondaire ;

Mettre en œuvre un cours " distanciel " chaque mois au Collège et au Lycée dans des disciplines diverses.

L'apport du numérique ne doit pas se substituer à l'enseignement « présentiel ». Il s'agit d'un apport complémentaire pour chaque élève, limité à quelques heures par semaine. L'utilisation du numérique ne doit pas transformer l'enseignant en technicien de l'enseignement.

Pour garantir l'égalité des chances des élèves devant l'examen, l'utilisation du numérique ne devra se faire que dans un contexte de résolution d'exercices ou d'évaluations non notées. Au-delà de préparer un enseignement performant et égalitaire en cas de confinement, il s'agit également de former les citoyens de demain aux bénéfices mais aussi aux risques des technologies numériques.

Nous pouvons imaginer de :

Distribuer, sous conditions de revenus, des « chèques numériques » aux foyers avec enfants afin qu'ils s'équipent de tablette ou d'ordinateur. Le chèque pourrait ouvrir droit à des formations pour l'usage

(connexion d'un terminal au réseau de la maison en wifi, notion de sécurité, utilisation courante internet et mail...).

Intégrer dans diverses disciplines l'usage du numérique aux programmes.

Développer des devoirs en ligne réguliers et programmés, des cours " distanciels" mensuels au Collège et au Lycée.

Former les enseignants à la maîtrise des outils du numériques.

Préciser et rationaliser les plateformes et logiciels libres à utiliser.

Vers le prof numérique ?

L'enseignement à distance est complémentaire de l'institution scolaire qui reste « l'école de reliance, les moments de résilience dépassés ». Qui plus est, les apprentissages, intégrant les sens et parmi eux les émotions et l'envie, ne sont rien sans la pratique expérientielle et quelle que soit la forme qu'ils revêtent, c'est par sa propre expérience que l'on engramme les savoirs. Il faudra favoriser la formation au numérique et développer les réseaux câblés sur tous les territoires ; reconceptualiser le rôle médiateur du pédagogue et inciter à des séquences en présentiel pour transposer les échanges médiatiques effectués en véritables relations, sources d'apprentissage expérientiel.

Une formation initiale et continue réinventée des enseignants, pour exercer la diversité de leurs missions

Une formation est à réinventer pour les enseignants et les acteurs de la communauté éducative : qui nécessitera un investissement massif ; qui doit concerner la formation initiale ; qui doit inclure aussi de la formation continue obligatoire ; qui alliera formation théorique et compagnonnage des formations pratiques (comme dans les études médicales par exemple) ; qui inclura un accompagnement des équipes éducatives, notamment pendant les premières années d'exercice de leurs métiers.

L'introduction massive de nouvelles pratiques (artistiques et professionnelles) à tous les niveaux d'enseignement permet une ouverture au monde.

Revoir la notion de contenus uniformément définis par des programmes nationaux pour laisser davantage d'initiatives et de latitude pour adapter les contenus à la diversité des publics à former.

Ouvrir l'École sur l'extérieur : partenariats et coopérations, valorisation par l'école des expériences extrascolaires, associatives ou « jobs d'été ».

L'école et plus largement tout le système de formation ont été impactés. Le numérique a permis une certaine continuité dite pédagogique, Qu'en est-il vraiment ? Quelles limites et quelles améliorations proposées ? Pour cela nous voulons que les outils soient optimisés alors équipons les élèves mais adaptons aussi les structures. Trouvons les fonds pour équiper chaque élève d'une tablette numérique et que chaque endroit (pas forcément l'école) soit équipé d'un Wi-Fi suffisamment puissant pour plusieurs connexions ensemble. Exemple : la fibre sur tout le territoire serait une bonne chose au plus vite.

Pourquoi ne pas imaginer la partition du temps d'étude en 3 tiers.

Un tiers pour les matières fondamentales. Un tiers pour les activités d'ouverture (Sport, Art, Langues, Instruction civique, Numérique...) Un tiers pour les devoirs qui seraient surveillés et/ou accompagnés. Le premier serait réservé à l'enseignant, le deuxième et le troisième à un tiers de confiance. Ainsi comme les activités sportives emmènent à un déplacement dans un stade, piscine, salle de sports, on pourrait dans chaque municipalité (ou arrondissement) affecter une salle équipée d'outils numériques, mais aussi permettant de pratiquer ce qui n'est pas matières fondamentales.

Nous le savons, le numérique est un outil puissant mais ne reste qu'un outil. Demain l'Intelligence Artificielle va certainement apporter de nouvelles contraintes mais aussi de nouvelles opportunités. Les enseignants ont montré que si notre système éducatif n'était pas adapté au confinement ils ont su relever le défi. Peut-on toujours imaginer l'enseignement avec un maître au centre de la classe, quand la mise en place d'un enseignement à distance généralisé a ébranlé ce modèle vertical ?

Donnons-nous les moyens de réussir cette transformation.

Cette partition en 3 tiers permettrait aussi de limiter le nombre d'élèves par classe. Les activités de chaque tiers étant distinctes tant sur le lieu que sur la nature de l'apprentissage. Peut-être est-il aussi temps de mesurer l'efficacité, la pertinence des expériences mais aussi de sortir du centralisme des décisions. Sortons du global pour revenir au local. Ceci pour permettre une réactivité plus grande et efficiente. Bien sûr il faudrait adapter ce mode d'enseigner en fonction de l'âge des enfants. Car l'adaptabilité se doit d'être recherchée, ce qui en temps de crise nous permettra de résister.

Ce que le Numérique permet :

Accéder librement aux savoirs universels, pour tous. Cependant la marchandisation développe la privatisation dans ce domaine.

Assurer la continuité pédagogique à distance (handicap, crise sanitaire, guerre, éloignement), La COVID 19 a vu un développement très important des initiatives pédagogiques

Impliquer et responsabiliser les tutelles à chaque niveau (école/maire, collège/conseil départemental, lycée/région, enseignement sup/état)

Développer le suivi individualisé et personnalisé des élèves.

Repérer plus rapidement les « décrocheurs », les « perdus de vue » et mettre en place des dispositifs adaptés qui devront être renforcés.

Impulser l'accès à la formation continue quel que soit le niveau, le cursus ou l'âge.

Ce que le Numérique ne permet pas :

La transmission des savoir-faire. Les « tutos » ont leur utilité mais ils ne remplaceront jamais la transmission directe de techniques et savoir-faire, acquis et transmis de générations en générations.

La transmission du savoir être. Nombre de nos comportements s'acquièrent au fil du temps par le contact avec nos semblables, nos expériences relationnelles heureuses ou malheureuses qui forgent et déterminent progressivement la personnalité. Les interactions humaines par le truchement du numérique peuvent paradoxalement dans les cas extrêmes, conduire à l'isolement voire à l'incapacité à vivre en société.

La socialisation par la mixité. On constate une nette tendance à se projeter vers ceux qui nous ressemblent physiquement, intellectuellement, spirituellement... Cette attitude peut nuire à la mixité dans la mesure où elle développe « l'entre-soi » au détriment des relations, rencontres et échanges spontanés, mettant à l'écart tout ce qui diffère de son propre champ mental et social.

La dynamique de groupe. L'expérimentation à grande échelle du télétravail pendant la pandémie a démontré si besoin était que l'être humain est un « animal social » Assigné à résidence dans son logis, rivé à son ordinateur, souvent bien plus longtemps que ses horaires de travail habituels, l'Homo-Erectus s'est vu privé soudain des relations humaines, des échanges directs, des débats, qui constituent la vie d'un groupe autour d'un projet commun. Une sérieuse réflexion s'impose donc sur cette nouvelle forme de travail pour mieux en évaluer les avantages et les inconvénients.

Quelles valeurs le Numérique « menace-t-il » ?

L'Égalité d'accès aux savoirs aux connaissances, du fait des inégalités territoriales, d'équipements, d'accès aux réseaux...

L'équité entre individus pour raison financière si l'on ne peut disposer des outils numériques (ordi, tablettes, abonnement)

Le droit d'accès aux « plateformes numériques » en raison de leur coût, contraire au principe de gratuité avec risque d'un enseignement low-cost pour les plus défavorisés

Le vivre ensemble et la citoyenneté par la création de « plateformes numériques » et d'établissements scolaires communautariste et/ou confessionnels, payants et contraires au principe de laïcité, s'émancipant du contrôle de l'État.

Le contrôle de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, d'élèves qui passent sous les « radars » avec l'accord choisi ou tacite de parents qui préfèrent l'école à la maison par confort ou idéologie, source d'isolement social et de non-mixité.

Pour aller plus loin, il faudra être attentif à :

Corriger la fracture numérique les pouvoirs publics (mairie, département, région, Etat) doivent en faire une priorité

Doter tous les élèves et leurs enseignants des outils numériques nécessaires

Former dès la maternelle à l'usage d'outils numériques adaptés puis progressivement étendre leur maîtrise par le développement de capacités d'analyse, de critique pour concevoir, apprendre à décrypter les informations, les fake news...

Recenser, évaluer les initiatives pédagogiques numérique innovantes et les diffuser gratuitement à tous.

Labéliser « Éducation Nationale » toute plateforme éducative à distance (cf. CNED) pour éviter les dérives et veiller au respect des programmes nationaux quelle que soit la forme d'enseignement sous le contrôle du corps des Inspecteurs de l'EN.

Créer une réserve pédagogique s'appuyant sur des enseignants motivés, utilisant des méthodes pédagogiques validées, pour un complément d'enseignement et un suivi individualisé à distance, à destination des élèves identifiés comme « fragiles » décrocheurs ou de milieux défavorisés.

Développer le rôle des délégués départementaux de l'Éducation nationale (DDEN) et des conseillers d'entreprise pour l'école (ETFP) afin de venir en appui aux établissements scolaires en relayant auprès des organismes officiels les priorités recensées sur le terrain.

Mettre en place à l'échelle nationale un plan d'envergure permettant de réduire dans les meilleurs délais les inégalités et le retard pris dans le domaine du Numérique au sein de l'Enseignement : chèque équipement, passe numérique, dotations municipales renforcées.

L'école du XXIème, dans la continuité des principes instaurés par ses fondateurs doit aujourd'hui permettre à tous les acteurs du système scolaire d'accéder gratuitement et librement aux outils numériques et aux formations adaptées, de l'Ecole à l'Université. "L'école et plus largement tout le système de formation ont été impactés. Le numérique a permis une certaine continuité dite pédagogique. Qu'en est-il vraiment ? Quelles limites et quelles améliorations proposées ?" Les élèves de milieux sociaux « aidant » maîtrisant les outils pouvant questionner leurs parents, ayant un cadre de travail calme à leur domicile ont pu continuer d'apprendre à un rythme moindre que celui de la classe mais réel. Les élèves de milieux sociaux plus complexes, eux ont été confrontés à de nombreuses

difficultés supplémentaires. Le cadre de travail, le partage de l'outil numérique avec la famille, l'impossibilité d'imprimer certains documents, l'impossibilité de questionner l'enseignant qui faisait son cours en visioconférence de telle heure à telle heure. Ressort ici ce qui fait la fondation de l'école : la présence, l'échange, la mise à disposition d'un cadre commun à tous, une parenthèse dans sa vie familiale pour mieux se construire, un partage de visions différentes. Nous pouvons imaginer que la formation s'améliore avec la technologie, que les pratiques des enseignants vont évoluer, mais regardons vraiment vers où l'on veut amener les élèves tout en regardant d'où ils viennent.

Il semble important de ne plus considérer l'ensemble des élèves comme un tout.

Oui, il faut identifier les élèves fragiles et pouvoir leur apporter une aide particulière. Durant des périodes de confinement il serait donc envisageable d'avoir des enseignements pour un groupe prioritaire en respectant un protocole sanitaire stricte, voire dans un lieu externalisé. Il faut surtout que les familles soient conscientes de cela pour que le confinement arrivant, ils sachent ce qui va se passer pour leurs enfants et leur implication dans le système. Il semble indispensable de doter les équipes pédagogiques d'outils communs et fonctionnels de communications et de diffusions de leurs enseignements. L'état doit proposer des outils numériques ou des partenariats à la mesure de ses engagements. Une cohérence et une certaine uniformisation permettrait une meilleure lisibilité pour les familles. Un site par école, collège, lycée semble une demande raisonnable. Concernant l'engagement de la télévision publique sur des enseignements (collectifs), il semble que cela a été apprécié dans le cadre d'un accompagnement à ce que l'enseignant de l'élève proposait. Mais l'émission aussi bien faite soit-elle ne peut pas remplacer la méthode et la programmation pédagogique de l'enseignant. Dans un monde numérique, il nous semble important d'axer nos efforts sur l'humain et leur considération. Réaliser une séquence d'apprentissage demande des heures à un enseignant quel que soit son niveau, il adapte son vocabulaire et surtout elle est destinée à un public particulier. Concernant les élèves les plus jeunes (maternelles), les couper de la présence physique et du langage non verbal ne semble pas être une solution viable voire contreproductive.

Cette crise passagère a été révélatrice des différences que nous entretenons dans notre pays. Il faudra mettre les moyens humains dans certaines zones plus complexes et cela ne pourra être productif que dans un cadre global. Entretenir des REP (?) avec les moyens de l'école sans une politique de la ville de transformation du territoire est un non-sens.

La gestion du numérique et des outils mis à disposition n'a aucune cohérence ni continuité. Il semble nécessaire de penser un nouveau schéma durable et respectueux des données.

Sur le plan numérique un partenariat solide entre l'état et ses universités semble une voie vers l'indépendance et la gestion des besoins. Les universitaires pourraient développer sur cahier des charges les logiciels et plateformes pour l'éducation aussi bien voire mieux que les entreprises privées tout en étant sur des formats ouverts et partageables.

Une identité numérique des écoles de la maternelle au lycée, un site, un lieu de repère pour toutes les familles qui ne soit pas dépendant d'une volonté unique d'une collectivité territoriale. L'École est le lieu principal de l'apprentissage important de la citoyenneté, un lieu social offrant à tout un chacun la possibilité d'y être considéré en dehors de tout dogme social ou religieux. Le versant socialisant de l'école est un des premiers apprentissages qui n'est pas réservé à l'enseignant mais bien à l'existence même de ce lieu symbolique et du fonctionnement qui y est développé. La richesse de notre école c'est la mixité sociale et culturelle, et nous la perdons de plus en plus chaque jour, cette crise sera-t-elle la prise de conscience des actions à réaliser pour la population ? J'ose l'espérer...

Le numérique, un simple outil ou un levier pour émanciper les élèves ?

Le numérique peut favoriser l'autonomie l'émancipation des élèves ; c'est un pis-aller ou une réelle opportunité ?

On observe donc une réelle prise en compte de la dimension numérique par les équipes pédagogiques avec une accélération de l'autoformation suite au confinement. L'utilisation technique de ces outils n'est plus une difficulté pour les professionnels de l'éducation. Tous les acteurs n'ont pas les mêmes compétences mais dans l'ensemble, il y a une réelle volonté d'avancer, de progresser et de mettre en œuvre un enseignement qui utilise le numérique. Cependant, une question se pose sur l'autonomie et les possibilités d'émancipation des jeunes avec le numérique. L'école a dans sa « génétique » une dimension descendante de l'apprentissage des savoirs et des compétences, pratique pédagogique qui a plus de deux siècles d'existence. Pendant de nombreuses années, le cours était magistral. Les interactions étaient peu nombreuses et les élèves étaient peu acteurs. Ce schéma est rassurant mais de moins en moins efficace. Suite aux différents travaux et aux résultats de PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), une prise de conscience a été nécessaire à tous les niveaux de l'éducation nationale. Depuis le début des années 2000, de nombreux chercheurs travaillent sur la pédagogie : Sylvain Connac sur la coopération entre élèves, André Tricot sur l'innovation pédagogique, etc. Ces travaux et certaines réformes ont permis d'amorcer un changement dans les pratiques de l'enseignement. La mise en place de nouvelles pratiques pédagogiques demande du temps, des échanges, de la formation, des apports de la recherche. Pour ceux qui rentrent dans ce processus, il y a un réel épanouissement professionnel et un réel gain pour les élèves en termes d'autonomie et d'émancipation. Le numérique peut être un outil pour accompagner ce changement. Il ouvre les champs du possible pour les enseignants mais aussi pour les élèves. Nous avons pu voir de nombreux travaux et projets d'élèves via des applications. Il peut développer la créativité et la prise d'initiative de nos jeunes. Pour conclure, il est très clair que nous sommes à un tournant. Le numérique a été fortement mis en avant. Il faut cependant prendre du recul par rapport à cet outil. Il est nécessaire que la formation technique doit être développée mais pour maîtriser ce que l'on fait et ce que l'on cherche avec le numérique, il sera nécessaire de continuer de travailler sur l'esprit critique des jeunes. Pour reprendre une réflexion de Philippe Mérieux, « Faire la classe, c'est articuler le commun et le singulier... ». C'est ce sens de l'enseignement qu'il est nécessaire de ne pas oublier. L'émancipation de nos jeunes passe par les pratiques de l'enseignant. C'est un des acteurs qui accompagne les jeunes dans leur réflexion et qui les amène à être autonome et libre en termes de pensée. De nombreuses expérimentations sont en cours. Le lien avec les universitaires est de plus en plus recherché mais il reste limité car il faut des ressources et des moyens. L'épanouissement professionnel et l'émancipation (et donc la réussite) des élèves sont fortement liés. Il sera important de continuer d'ouvrir les possibilités avec à la fois des dispositifs qui laissent de la liberté en termes de pédagogie mais aussi de la formation pour développer le lâcher prise qui permettra de limiter la verticalité de l'enseignement.

Enfin, pour conclure sur les usages du numérique, une labellisation collégiale (Éducation Nationale / Enseignement supérieur, universitaires, cabinets/entreprises spécialisées) des matériaux/plateformes pédagogiques permettrait à la fois de faciliter leur repérage par le grand public et de renforcer leur accès indépendamment du cadre scolaire. Le but est de favoriser (ne devrait-on pas dire "entériner" ?) l'autonomie des apprenants et une meilleure prise en compte de leur diversité, appétences et capacités cognitives. Il va sans dire que cela s'accompagne nécessairement d'un large travail de production et d'évaluation de ces outils d'enseignement par le corps professoral dans le cadre de sa mission de service public.

Gestion de l'institution

Pour éviter le renouvellement des problèmes subis lors de cette pandémie, il faut renforcer le pacte républicain par une nation apprenante. Pour cela, nous préconisons des améliorations qui entrent directement dans les modalités de gestion de l'institution. En effet, il faudrait :

Revoir le nombre d'élèves par section (15 semble être le plus raisonnable). Cela permettra de faciliter le travail et l'action des enseignants.

Créditer l'École de tout ce qui lui est nécessaire et indispensable pour l'enseignant comme pour l'apprenant.

Créer une sous-direction « anticipation de crise » dans l'Éducation nationale capable de prévoir les actions à mener pour préserver une continuité de l'enseignement et d'élaborer des scénarii en mode dégradé.

Former les enseignants... à l'enseignement : Montessori, méthode de Singapour, etc.

Rémunérer les enseignants dans la même proportion que l'Allemagne, les Pays-Bas, ...

Permettre aux enseignants « épuisés » et « démotivés » de quitter leur fonction avec des solutions de reconversion

Mettre en place un système de primes très incitatives en fonction des établissements et des classes : banlieues, collège, séries professionnelles

A partir du CNED ouvrir une banque de ressources (préparation, évaluations) partagée et alimentée par tous les enseignants et supprimer les manuels scolaires

Harmoniser le recrutement des enseignants (secondaire, supérieur, professionnel) : connaissances (concours) et motivation (entretien un jury d'enseignants en poste)

Supprimer le corps d'inspection : infantilisant et devenu vide de sens et le remplacer par des accompagnants experts

Décloisonner le monde de l'enseignement en développant le co-enseignement : professionnels (arts, sports, entreprises...) et enseignant

Fusionner les livrets, diplômes, certifications, Parcoursup, Ecandidat dans le CPF qui deviendra un passeport d'employabilité.

Pour une place renforcée des parents à l'école : mettre en place l'École des parents.

Au sein même de l'école, nous proposons de mettre en place une « école des parents » sous forme de structures d'accueil, de conseil, de formation et d'information à destination des parents, pour les aider à mieux s'approprier l'école.

L'école républicaine doit assumer de travailler sur ces différences sociologiques parce qu'il est établi, de longue date, qu'elles handicapent aujourd'hui de trop nombreux enfants mais également leurs parents.

Mettre en place des structures ad-hoc... Il convient de développer les structures d'accueil, de conseil, de formation et d'information susceptibles de mettre ou de remettre les parents dans une position et dans un statut dont les enfants ont besoin pour se construire. Cette structure fera sens par l'unité de lieu que l'on pourrait lui trouver. En effet, et plus spécifiquement pour les parents qui n'ont pas eu de scolarité digne de ce nom, cela leur permettrait de rencontrer d'autres parents et de confronter leurs expériences, d'échanger, de mieux comprendre les attentes des personnels qui encadrent les jeunes mais surtout le vécu scolaire de leurs enfants. En un mot, aidons-les à « s'approprier » l'École.

Cette structure doit être un lieu d'expression, d'accompagnement, d'analyse, de raisonnement et de compréhension. Elle doit permettre aux parents de comprendre les programmes scolaires. Cette proposition, c'est faire le pari de l'intelligence humaine avec la volonté de donner à chacun la possibilité, non pas d'annoncer des règles et des techniques, mais de s'exprimer, d'analyser, de raisonner, de comprendre.

Cette « école des parents » devrait être un lieu de collaboration et de co-construction. Avec le concours des mouvements d'éducation populaire, l'école dans le village ou le quartier, le collège dans la ville peuvent devenir des lieux de vie et d'échanges, des lieux ouverts où les parents peuvent avoir une place sans attendre d'être convoqués, jouer un rôle en tant que personnes, en tant que porteurs de savoirs,

en tant que citoyens. Il s'agit là d'un grand projet éducatif cohérent avec un projet de société moderne et démocratique.

Enseignement professionnel

Pour recréer du lien entre les jeunes et la nation, il faut renouer et avoir confiance en l'avenir.

L'enseignement professionnel doit aussi être repensé. Aujourd'hui cette formation accueille des jeunes qui n'ont pas souhaité y entrer et qui sont, pour beaucoup, en échec scolaire. Des pseudos formations qui ne mènent nulle part et qui bercent d'illusions une jeunesse qui peine à avoir confiance en la société. L'après bac est ressenti comme une trahison ! Dès lors, la place de l'apprentissage est primordiale et elle doit constituer un parcours au plus tôt, ainsi qu'un choix.

Pour une France et une jeunesse plus fraternelle, il est essentiel que les mondes se rencontrent. La création d'un service civique obligatoire et repensé doit être appuyée et voir concrètement le jour. Il s'agirait d'une rencontre civique entre les jeunes d'une même classe d'âge et issues de milieux très différents. Les activités de cohésion tiendraient une place primordiale avec des missions d'intérêts générales perlées sur une année scolaire au sein d'associations ou d'organes et institutions de l'État en contact avec la population. Ce service civique serait encadré par un personnel qualifié issu de milieux sociaux, professionnels et associatifs très différents.

Mais pour créer cette entente, il faut aussi que les jeunes puissent se comprendre. Comment faire quand certains maîtrisent mal le français et ne comprennent pas ce qu'ils lisent ? L'École doit renouer avec ses fondamentaux. Le français doit tenir une place de premier plan avec un apprentissage renforcé de la grammaire, jusqu'en terminale.

Toutes les formes d'intelligence à l'honneur

Au moment où notre carrière venait à son terme, l'objectif inspiré par l'OCDE de 80% d'une classe d'âge au niveau de la classe de Terminale, était inscrit en lettres d'or dans les circulaires de rentrée. Il s'accompagnait de la création accélérée de nouveaux baccalauréats destinés principalement à l'enseignement professionnel fréquenté alors par des élèves dont le niveau scolaire était réputé insuffisant pour accéder aux filières d'enseignement dites plus nobles. Républicain convaincu, nous avons lutté bec et ongle contre cette manière de voir pourtant très répandue. L'accès aux savoirs scientifiques et technologiques ne doit pas être réservé à une élite forgée par la raffinerie scolaire. *A contrario*, toutes les formes d'intelligence doivent être entourées d'une égale dignité. Il est permis de penser que l'enseignement professionnel et l'enseignement technique peuvent aider les élèves considérés à tort comme les moins bons, à accéder à la pensée abstraite par d'autres voies.

Autrement-dit, nous avons trouvé la première réponse à la question posée. Confrontée à des problèmes d'une grande importance et qui lui sont posées en même temps – préservation de la biosphère, croissance décartonnée, lutte contre les inégalités et les ségrégations de toute nature – la société de demain devra faire appel à toutes les formes d'intelligence pour les résoudre.

S'il convient d'élever la qualification et la durée des formations pour faciliter l'entrée dans l'emploi, en favorisant ainsi les chances d'intégration professionnelle et d'insertion sociale, il importe, en même temps, d'hybrider les formations en associant étroitement la société civile à l'enseignement. Nous avons pu observer à cet égard à quel point les stages en entreprise permettaient à nos élèves d'acquérir une maturité plus grande alors que le confinement scolaire les aurait au contraire appauvri intellectuellement et humainement. Gardons en mémoire les bienfaits de l'apprentissage des années 60 où les moins bien pourvus au niveau scolaire réussissaient leur insertion dans la société par l'acquisition d'un Certificat d'Aptitude Professionnel d'un métier dit « manuel ».

Aujourd'hui, à tous les niveaux, du Brevet d'Enseignement Professionnel au Master, l'alternance devrait porter ses fruits, il en va donc de la responsabilité de l'Enseignement et des Entreprises d'une part, ainsi que celle du citoyen et de la société d'autre part.

Cette observation se veut, elle aussi, riche de sens. Si nous voulons une autre société, ce sera une société de l'agir dans laquelle l'esprit de responsabilité sera à l'honneur. Il convient maintenant de nous interroger sur ce qu'il convient d'entendre par responsabilité.

Que toutes les formes d'intelligence soient d'une égale dignité dans la société et dans l'école de demain.

La formation tout au long de la vie. Un système multipolaire et multidirectionnel

Dans notre monde qui change si vite, au contraire des années précédentes où un diplôme obtenu servait toute la vie professionnelle, il faut avoir en tête qu'un diplôme va donner un positionnement, mais, seulement pour quelques années. Dans la mesure où les gens risquent de changer de profession, de spécialités, au cours de leur carrière il est nécessaire de prévoir pour chacun une formation permanente qui seule leur permettra de faire face aux évolutions des besoins de la société. On rejoint la nécessité d'un crédit de formation qui suivra le travailleur pendant toute sa carrière et l'intérêt du revenu universel qui permettrait plus facilement à des gens de changer de filière.

Repenser l'orientation dans une perspective d'ouverture de l'école et de formation tout au long de la vie

Une rénovation des pratiques d'orientation est nécessaire, pour qu'elles soient davantage centrées sur l'écoute, les intérêts et les compétences des élèves. Il pourrait être opportun, par exemple, d'implanter les conseillers d'orientation dans les lycées mêmes plutôt que de continuer à les sanctuariser dans les CIO. On pourrait aussi s'inspirer des pratiques de l'armée, qui parvient à repérer les capacités et les potentialités des soldats ou aspirants soldats et à leur faire acquérir des savoirs faire que l'école n'a pu ou su leur donner.

GRETA et VAE : Pour renforcer la place de l'école dans la formation tout au long de la vie, et pour mieux reconnaître, dans le même temps, les voies de formation professionnelle, le rôle discret et précieux des GRETA pour les formations de niveau scolaire mériterait d'être davantage reconnu comme répondant à une mission éminente de l'école. De la même manière, les difficultés, les réticences et les obstacles mis à la validation des acquis de l'expérience devraient être levés pour que ses volumes soient moins homéopathiques et pour en faire une voie massive de promotion professionnelle et sociale.

Ouvrir l'école sur l'extérieur : L'école ne peut ni ne doit agir seule. Elle doit s'ouvrir à son environnement, qui est celui des élèves et des étudiants qu'elle accueille, et donner plus de place aux signes de reconnaissance extrascolaire, en articulation avec ses propres valeurs et missions. Les collectivités territoriales, les associations, mais aussi les milieux professionnels, ont un rôle éminent à jouer à cet égard.

La formation permanente pour combattre les exclusions

La mission de l'Éducation nationale doit être étendue à l'accompagnement de la formation des citoyens tout au long de leur vie. Elle inclura donc la formation permanente qui maintient leur employabilité et, plus largement, les nécessaires apprentissages indispensables à l'intégration de tous. Il faut repenser et remettre en cause notre modèle éducatif afin de donner à tous la formation nécessaire pour que chacun s'adapte à un environnement dont les cycles de changement s'accélèrent. Les responsables de nos systèmes de gouvernance veilleront à intégrer l'accompagnement des citoyens lors de la transition des changements qu'ils décident, encouragent ou autorisent.

L'école républicaine, outil de la formation permanente pour combattre toutes les exclusions

Pour que cette formation est un caractère permanent, il faut repenser les modalités et les contrôles de la formation permanente professionnelle ainsi que la redistribution des responsabilités aujourd'hui déléguées aux partenaires sociaux ; organiser sur le territoire français des centres de support, de formation pour accompagner le déploiement des nouvelles technologies et l'apprentissage de leurs outils ; développer l'approche de la complexité qui n'est pas aujourd'hui ancrée dans la culture française encore très cartésienne.

Formation continue pour une nouvelle citoyenneté

La proposition émise ci-après a pour objectif de transmettre des valeurs et fondamentaux républicains, appropriation du contrat social ; pour cela nous devons :

Renforcer le citoyen dans son rapport aux Institutions, dans la compréhension et l'analyse de son environnement ; faire un citoyen de plus en plus actif en réponse aux exigences d'une démocratie plus interactive ; vivre une expérience collective, régulière, avec un brassage social, toutes générations confondues ; « faire nation » et entretenir la fraternité ; comprendre l'intérêt personnel et l'intérêt général ; développer le sens critique du citoyen.

La proposition est la mise en place d'une formation en continue des citoyens de manière récurrente tous les cinq ans. Cette formation d'une semaine en présentiel sera obligatoire pour tous les citoyens de 20 à 65 ans et sur la base du volontariat par la suite, en incluant les résidents étrangers sur le sol national. Les sujets abordés lors de cette formation seront : la laïcité, les institutions, le pouvoir central régalien et le pouvoir décentralisé, le digital, l'écologie et enfin les droits et devoirs du citoyen. Ces sujets pourront être identiques lors de chaque session ou évoluer selon le contexte. Il sera essentiel que le citoyen soit au cœur de cette formation pour qu'il prenne pleine conscience de ses droits et devoirs et lui donner envie de participer au collectif. Le contenu de la formation pourrait être agréé par le Ministère de l'Éducation Nationale sous couvert de l'Assemblée Nationale. La formation sera prise en charge par l'État pour tous les participants qui devront être libérés par les employeurs pour y assister. Cette formation n'obère pas les autres formations sollicitées par les collaborateurs. Le chef d'orchestre de cette formation reste à définir (Éducation Nationale, Défense Nationale, la police, les collectivités, le CSE ou bien encore une structure interministérielle ad-hoc). Entre deux sessions de formation, les diverses instances territoriales plus locales : communes, départements, régions, seront incitées et soutenues pour organiser des instances de réflexion citoyenne. Les sujets seront multiples et pourront reprendre à des échelles plus locales et concrètes, ceux abordés lors des semaines de formation (fonctionnement des institutions à toutes les échelles, budgets locaux). Une priorité sera donnée aux interrogations, souhaits plus directs, concrets, locaux, exprimés par les citoyens participants.

Cette proposition correspond aux valeurs et objectifs humanistes et progrès social de la Franc-maçonnerie.

Éducation de la santé en milieu scolaire

L'éducation à la santé en milieu scolaire doit être généralisée auprès de toutes les populations dont les plus vulnérables. Elle doit faire partie intégrante des programmes scolaires de l'école primaire jusqu'au lycée. Ses enseignements doivent faire partie des acquisitions obligatoires évaluées périodiquement. Les personnels enseignants recevront une formation adéquate. Les acteurs de la santé seront associés aux actions éducatives. Les familles et les collectivités locales seront parties prenantes des actions éducatives.

Chaque projet d'établissement doit englober une éducation à la nutrition, l'hygiène, la santé, la lutte contre toutes les intoxications (alcool, tabac, drogue ...), la lutte contre les maladies dites « de

civilisation » (inactivité physique, pesticides, pollution, malnutrition, ...), une information sur la sexualité...

L'éducation à la santé doit être généralisée et permanente, partie intégrante de tous les programmes scolaires et faire partie des évaluations obligatoires. Les familles, les acteurs de la santé et les collectivités locales seront associés aux actions éducatives.

La recherche au service de l'éducation

Favoriser une recherche qui, dans le domaine des nouvelles formes de transmission du savoir prenne en compte les données sociales, psychologiques, cognitives, pédagogiques, et soit adaptée à de possibles nouvelles crises sanitaires. Nécessité de transmettre aux enseignants ces avancées pédagogiques, une bonne utilisation de l'outil informatique et la façon de mettre en place un enseignement en ligne efficace. Nécessité de s'assurer que les enseignants possèdent un ordinateur fiable : prise en charge financière pour partie ou totalement en fonction de leurs revenus. Leur dégager le temps nécessaire pour qu'ils puissent s'organiser en amont et mettre leurs cours en ligne avant tout confinement. Faire en sorte que les enfants et les enseignants puissent pendant le temps scolaire s'approprier l'outil pédagogique informatique afin qu'ils basculent facilement vers un enseignement à distance en cas de nouveau confinement. Préparer les parents par des réunions parents-professeurs afin d'harmoniser les pratiques, de diminuer le risque de stress des parents et les violences intra-familiales concernant les devoirs à la maison, constatées pendant le confinement. Dispenser une formation informatique initiale aux parents et une mise à niveau régulière.

Mise en place d'un soutien pédagogique plus important des élèves en difficulté avec mise à disposition de moyens humains et matériels adaptés : possibilité de donner plus de temps et donc facilitation du redoublement ou remise en place des « classes palier » qui permettent à des enfants n'ayant pas acquis l'ensemble des connaissances d'une année scolaire de parfaire celles-ci.

Cibler les aides sur les zones en difficultés et adaptées en fonction de l'âge des enfants : décentraliser la prise de décision, donner plus d'autonomie aux structures les plus proches des élèves, les plus à même de saisir les besoins exacts des enfants, des familles, des enseignants

Mise en place d'une « réserve pédagogique » en sollicitant les remplaçants du corps enseignant et ceux en cours de formation proches de l'autonomie professionnelle. Cibler les aides sur les familles en incapacité d'assurer l'apprentissage de leurs enfants. Les obstacles concernent l'absence de temps disponible, la barrière de la langue, le moindre niveau scolaire des parents. Faire appel à des professeurs supplémentaires afin de prendre en charge à distance, voire à domicile si possible les enfants en difficulté. Mettre en place des antennes mobiles pouvant entrer en contact avec les enfants décrocheurs : travailleurs sociaux, enseignants, psychologues et médecins scolaires. Établir une aide logistique et financière pour les associations aidant les jeunes dans leur apprentissage : aide aux devoirs, apprentissage de nouvelles méthodes de travail, maintien de la motivation. Favoriser les chaînes de transmission de la connaissance entre élèves, un système d'entraide entre les différentes générations d'élèves : exemple de points bonus pour la validation de leur cursus pour les étudiants aidant des plus jeunes. S'appuyer sur des associations qui peuvent récupérer, reconditionner et distribuer des ordinateurs

Création de structures qui puissent dans un cadre sécurisé maintenir les interactions sociales des plus jeunes qui n'ont pas, comme les adolescents les réseaux sociaux pour entretenir les relations amicales voire affectives. Moyens similaires pour les enfants handicapés ne pouvant se servir des réseaux sociaux et condamnés pendant plusieurs mois à rester isolés dans le milieu familial accentuant ainsi le repli sur soi.

Nécessité d'assurer une prise en charge psychologique de certains enfants : beaucoup d'enfants ont vécu de façon douloureuse avec apparition de syndromes de stress post traumatique, cette situation longue et pesante parfois aggravée par la perte d'un proche (famille, entourage social...)

Organiser l'apprentissage et les stages en entreprise en concertation avec celles-ci. Il y a une grande inégalité concernant l'enseignement professionnel et la difficulté voire l'impossibilité d'assurer certains cours pratiques à distance compte tenu de la particularité du matériel pédagogique tel l'usage de machines ou d'outils. Réorganisation, adaptation accrue à des conditions sanitaires pénalisantes et revalorisation des filières techniques et professionnelles souvent réservées aux élèves exclus de la filière générale.

La Franc-Maçonnerie travaille à l'amélioration intellectuelle de chacun, il est important que le GODF demande que des mesures ambitieuses tant en moyens humains que financiers soient prises pour l'éducation de nos enfants afin de pallier les inégalités constatées. Il en va de l'égalité des chances pour chacun de nos jeunes. Il en va du principe de justice sociale ferment d'une meilleure intégration des enfants dans le tissu socio-économique, source d'un épanouissement individuel essentiel, seule possibilité de se sentir plus tard citoyen à part entière.

Une école solidaire pour la Dignité et la Solidarité

La première proposition est de rescolariser très vite les jeunes qui sont éloignés de l'école ou des universités et de donner rapidement les moyens humains, informatiques pour la formation scolaire et professionnelle dans toutes les régions et classes sociales et assurer la transmission des savoirs, et de la culture, la réalisation de soi, en libérant sa créativité tout en assumant les tâches nécessaires à la vie de la cité.

L'enseignement national a un rôle primordial dans la connaissance et la reconnaissance des différentes cultures, croyances. Il doit permettre de favoriser le dialogue entre croyants et non-croyants d'affirmer l'importance fondamentale de la laïcité dans ses principes fondamentaux. La République laïque impose ainsi l'égalité des citoyens face à l'administration et au service public, quelles que soient leurs convictions ou croyances.

La laïcité n'est pas une opinion parmi d'autres mais la liberté d'en avoir une. Elle n'est pas une conviction mais le principe qui les autorise toutes, sous réserve du respect de l'ordre public. Les humanistes devraient aider les enseignants dans leur formation et dans leurs missions pour expliquer la laïcité et aider tous les jeunes à connaître, comparer, tolérer et vivre ensemble fraternellement.

La deuxième proposition est de garantir matériellement à chacun la liberté de son choix de lieu de vie dans la région ou le pays de son affinité, son choix de type de travail (manuel, intellectuel, culturel, individuel, collectif, intergénérationnel et interculturel avec les personnes âgées, les enfants, les migrants...) et du temps qu'il y consacre. Il faut éviter la fin du monde, la montée des totalitarismes et séparatismes et assurer les fins de mois en aspirant à autre chose que d'accumuler des richesses.

La troisième proposition est de financer ces mesures par une fiscalité adaptée aux flux financiers et aux patrimoines. Elles doivent être imposées par l'état et universellement pour protéger les citoyens des dérégulations, des promesses non tenues et des nouvelles formes d'esclavagisme.

La quatrième proposition est de favoriser la Fraternité en organisant des structures permettant l'expression, la rencontre, par exemple par la création de maisons communes dans les quartiers, villages. La solidarité doit être privilégiée dans le partage des moyens de transports, de vie, l'accès au numérique pour favoriser l'éducation, le partage égalitaire des connaissances et l'accès aux soins psychologiques et psychiatriques pour assurer le bien-être de tous et de chacun.

La cinquième proposition est de favoriser l'émergence d'un imaginaire collectif : la découverte de l'autre et de la nature, l'échange, la prise de temps pour apprendre des autres et aux autres. Évaluation du bien-être, de la fluidité des rapports humains, la place relative des biens matériels, la régulation des échanges et du respect de la dignité de chaque citoyen.

La dignité des citoyens impose, pour éviter toute fracture sociale, d'assurer la formation des jeunes également avec accès au digital pour tous et de leur apprendre le respect des autres, de leurs opinions et croyances, la laïcité. Elle doit permettre matériellement aux citoyens de choisir leur mode et lieux de vie avec des mesures fiscales adaptées et pérennes pour les financer. Elle doit favoriser des structures locales de rencontre, de décision, de soins, de solidarité et accompagner l'émergence d'un imaginaire collectif dans le respect de la nature et des autres

Non conclusion

L'Éducation ne peut pas être une variable d'ajustement budgétaire ou structurelle. Elle doit être une priorité absolue

En premier lieu, quelles que soient les crises, tout doit être fait pour maintenir l'ouverture des écoles. Au même titre qu'il faut assurer le maintien de l'ordre, nous ne devons pas interrompre la chaîne de l'enseignement et nous devons toujours garder à l'esprit qu'en toute période, il est impératif de donner accès libre aux enfants à la culture et à l'art sous toutes ses formes.

L'éducation ne mérite pas de simples effets de manche politiques ; nous devons nous donner les moyens d'analyser son fonctionnement afin de maintenir sa continuité en toute circonstance, tout en luttant contre les inégalités territoriales et sociales.

La vie des enseignants doit également être totalement réorganisée. Il n'est plus acceptable que les métropoles soient à part du reste du territoire, que la technocratie centralise la vie d'un professeur, que la répartition des budgets génère des inégalités criantes entre les territoires et entre les divers degrés de l'enseignement.

Interrogeons-nous sur la suppression des écoles normales remplacées par des parcours universitaires encore en recherche de modèles et toujours mal adaptés. Pourquoi ne pas créer des écoles de formation sur le modèle des écoles d'ingénieurs. Regardons sans fard la déconsidération des enseignants mal rémunérés, la destruction progressive des RASED (Réseau d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté) et que dire des programmes trop chargés et mal calibrés ?

Bien sûr il faut souligner les bienfaits de la scolarisation obligatoire à trois ans, et le dédoublement des effectifs des CP et CE1 dans les zones d'éducation prioritaires. Mais ça ne suffit pas à combler les dégâts des diverses politiques depuis des années. L'objectif doit être en tout lieu et en tout temps de donner la même chance à chaque élève. L'enfant, quelle que soit son origine est un être en devenir, il est l'avenir de l'humanité, pas un détail dans un projet économique et politique temporel national ou local.

Profitons de cette situation pour réfléchir sur le fond à ce qu'est (et doit être) l'Éducation. Rappelons-nous que jadis l'école a permis d'unifier la langue et les savoirs dans notre pays. Le professeur, l'instituteur était alors respecté car il était l'un des rares à avoir le Savoir Républicain.

Aujourd'hui, il est incontestable que le respect n'est plus de mise et que dès la plus jeune enfance l'hétérogénéité des savoirs et de la culture est très importante d'un enfant à l'autre. Seule l'école laïque peut permettre d'amener un maximum d'élèves à un savoir de plus en plus grand, à une culture de plus en plus riche et à la citoyenneté. Si dans l'histoire la centralisation a pu être un bien, la société a évolué et rien, actuellement ne pourra être amélioré sans rendre encore plus autonome les équipes pédagogiques. Il nous faut imaginer des formes d'apprentissage plus individualisées et plus modulables en fonction des zones du territoire et donc réduire radicalement la technocratie au profit des enseignants et des directeurs d'école dont le métier doit être réellement reconnu et valorisé.

Si l'état doit s'assurer que tous les enfants aient accès à une formation la plus efficace possible, il ne doit plus tout centraliser. C'est l'école, lieu de socialisation par excellence, outil d'union, créateur de lien, qui construit l'avenir.

Répetons-le, nous devons toujours tout faire pour la maintenir ouverte et accessible car rien ne remplacera le présentiel. Sans cela l'ascenseur social ne fonctionnera plus.

On doit envisager l'éducation avec une vision d'avenir et cela passe notamment par une réflexion profonde sur les obligations et le financement des enseignements privés et publics afin que l'égalité pour chaque élève soit un réel objectif politique incontournable.

Élément fondamental de toute réflexion la Laïcité doit être au cœur de notre éducation Publique Laïque et Républicaine, à la base de tout projet la concernant. Mais cette Laïcité ne doit pas être vue comme une pensée molle, consensuelle. Elle ne doit pas être réduite à une forme d'inclusion et on ne doit pas lui demander de s'accommoder avec le religieux quel qu'il soit, et surtout pas avec tous ceux qui mettent la croyance, le dogme, au-dessus, ou pour le moins, à côté du citoyen.

La Laïcité doit rester un combat incessant car c'est elle qui permettra l'ouverture d'esprit des élèves et donc l'enrichissement de notre société.